

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingtième session

Rome, 17-18 décembre 2003

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

RÉPUBLIQUE DE L'INDE

POUR LE

PROJET D'AMÉLIORATION DES MOYENS D'EXISTENCE DANS L'HIMALAYA

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
GLOSSAIRE	iii
CARTES DES ZONES DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	vi
NOTE DE PRÉSENTATION	vii
PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Les enseignements tirés de l'expérience du FIDA	2
C. La stratégie de collaboration du FIDA avec l'Inde	2
DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET	4
A. Zone du projet, groupe cible et stratégie de promotion de l'égalité hommes-femmes	4
B. Objectifs et portée du projet	5
C. Les composantes du projet	5
D. Coûts et financement	8
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	11
F. Organisation et gestion	11
G. Justification économique	13
H. Risques	13
I. Impact sur l'environnement	13
J. Aspects novateurs	14
TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	14
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	14
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	15

APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD FINANCING IN INDIA (FINANCEMENTS ANTÉRIEURS DU FIDA EN INDE)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. SUMMARY OF POLICY ISSUES AND FOLLOW-UP ACTION REQUIRED (SYNTHÈSE DES QUESTIONS RELATIVES AUX POLITIQUES ET SUITE À DONNER)	8
V. PROJECT MANAGEMENT CHART (DIAGRAMME DE LA GESTION DU PROJET)	12
VI. PROCESS CHART – COMMUNITY INSTITUTIONS DEVELOPMENT (DIAGRAMME DES PROCESSUS - DÉVELOPPEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES)	13
VII. PROCESS CHART – ENTERPRISE DEVELOPMENT (DIAGRAMME DES PROCESSUS - DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES)	14
VIII. PROCESS CHART – FINANCIAL INTERMEDIATION (DIAGRAMME DES PROCESSUS – INTERMÉDIATION FINANCIÈRE)	15

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Roupie indienne (INR)
1,00 USD	=	47,00 INR
1,00 INR	=	0,021 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

APD	aide publique au développement
COPAM	coopérative d'aide mutuelle
GDE	groupes d'entraide
I/ONGM	institution/organisation non gouvernementale de médiation
I/ONGS	institution/organisation non gouvernementale spécialisée
OAC	organisations à assise communautaire
ONG	organisation non gouvernementale
PFNL	produit forestier non ligneux
PIB	produit intérieur brut
PMA	plante médicinale et aromatique
S&E	suivi et évaluation
SCRS	société de capital-risque à vocation sociale
SDR	société de développement rural
UGD	unité de gestion à l'échelon du district
UGP	unité de gestion du projet
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

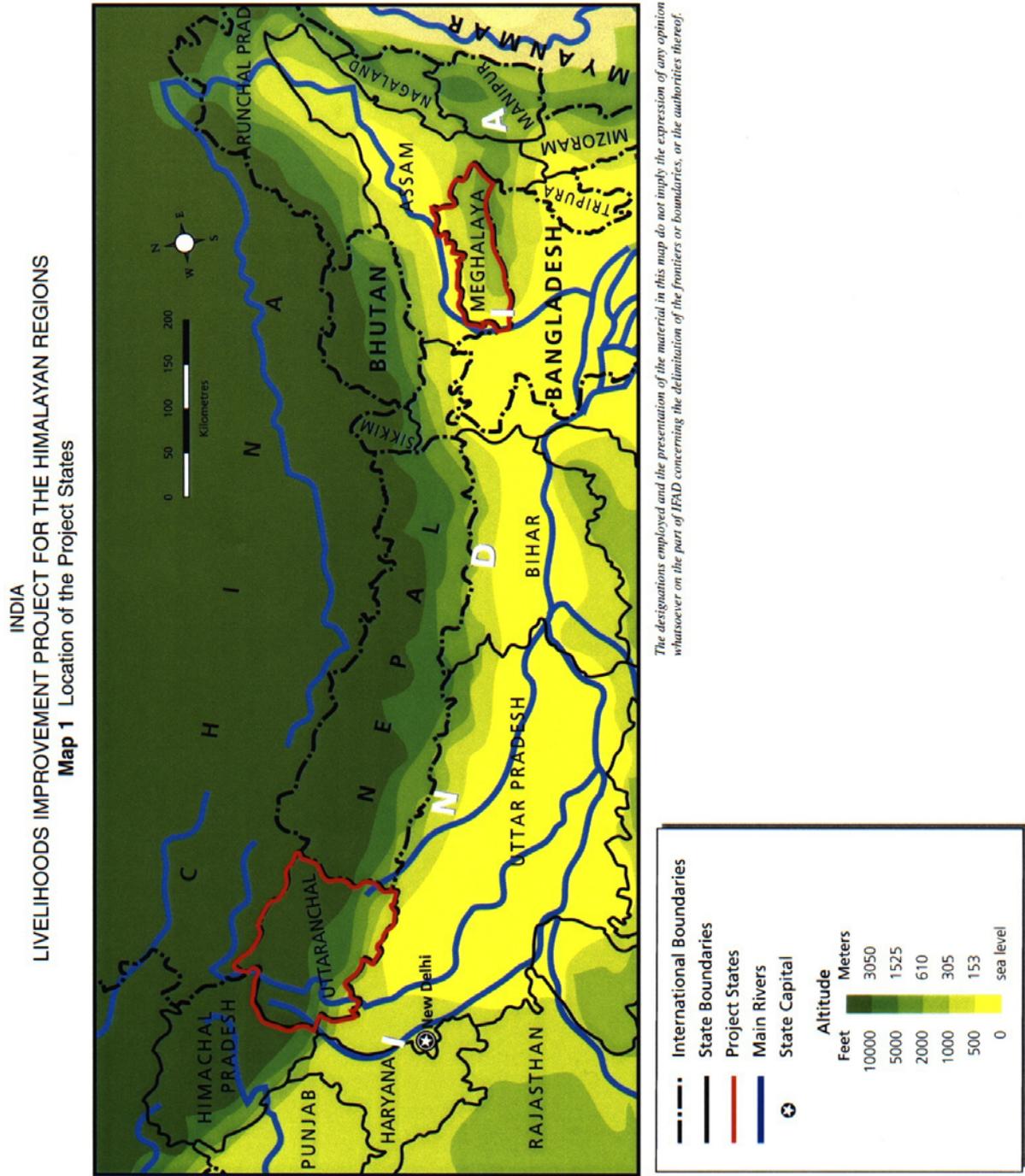
GLOSSAIRE

<i>Jhum</i>	Culture itinérante
<i>Jhumia</i>	Paysan pratiquant la culture itinérante
Institutions du <i>Panchayati raj</i>	Organes élus localement dans les zones rurales à l'échelon des blocs et villages d'un district
<i>Tasar</i>	Type de soie
<i>Van panchayat</i>	Conseil forestier
<i>Zilla parishad</i>	Institutions du <i>Panchayati raj</i> à l'échelon du district

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'INDE Année budgétaire

1^{er} avril – 31 mars

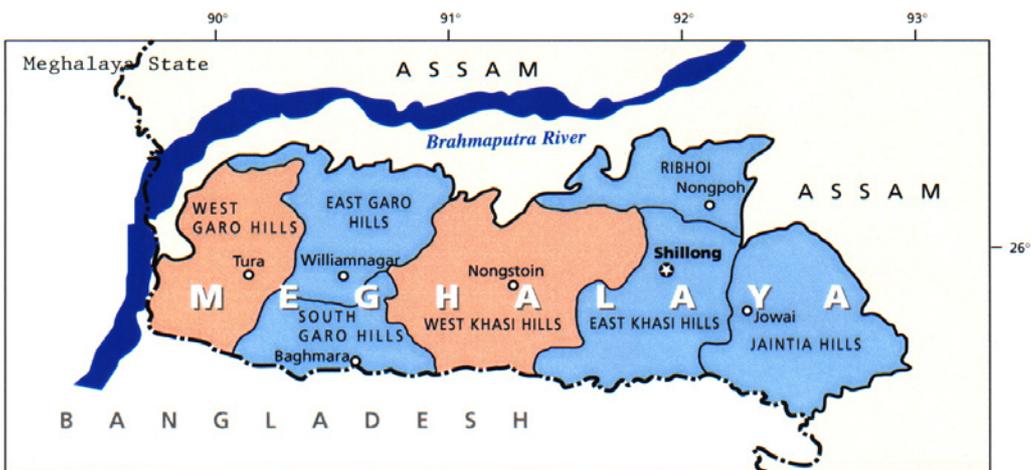
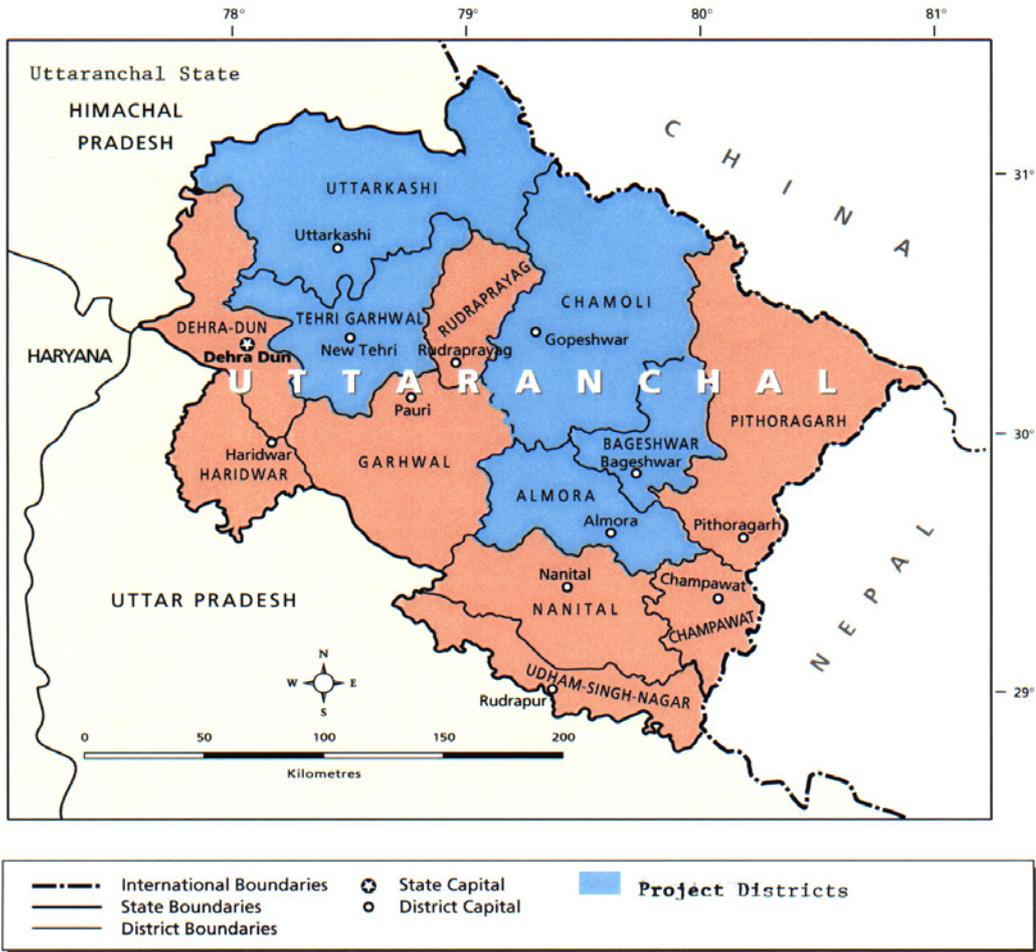
CARTES DES ZONES DU PROJET



Source: FIDA

Les appellations figurant sur ces cartes et leur représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

INDIA
LIVELIHOODS IMPROVEMENT PROJECT FOR THE HIMALAYAN REGIONS
Map 2 Location of the Project Districts



Source: FIDA

Les appellations figurant sur ces cartes et leur représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE DE L'INDE

PROJET D'AMÉLIORATION DES MOYENS D'EXISTENCE DANS L'HIMALAYA

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République de l'Inde
ORGANISMES D'EXÉCUTION:	Le Gouvernement de l'Inde, les Gouvernements des États de Meghalaya et d'Uttaranchal, et leurs sociétés de développement rural respectives
COÛT TOTAL DU PROJET:	84,29 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	27,90. millions de DTS (équivalent approximativement à 39,92 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
COFINANCEUR:	Néant
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	Gouvernement des États – 11,44 millions de USD Institutions financières – 23,44 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	9,49 millions de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

NOTE DE PRÉSENTATION

La pauvreté et le groupe cible. Au fil des ans, le mode de survie quasi-autarcique des communautés villageoises des montagnes himalayennes a été sérieusement affaibli. Cette remise en cause a accentué la pauvreté dans les zones de montagne et entraîné la dégradation des ressources naturelles, en particulier les sols et les forêts. Face à cette situation, le projet concernera cinq districts du Meghalaya et cinq de l'Uttaranchal, parmi les plus reculés et les plus sous-développés. Grâce au projet, environ 72 000 ménages habitant plus de 1 730 villages bénéficieront directement d'un élargissement de l'éventail de leurs moyens d'existence, d'une progression de leurs revenus et d'un renforcement de leur sécurité économique.

Le projet vise les groupes de population qui se situent au-dessous du seuil de pauvreté ou juste au-dessus; cette stratégie cherche à éviter de mécontenter la population villageoise dans son ensemble. Le projet aura notamment les caractéristiques suivantes: i) sélectionner des blocs ou des villages dans lesquels l'incidence de la pauvreté est relativement élevée, et la proportion de membres des castes répertoriées et des tribus répertoriées est supérieure à la moyenne; ii) utiliser les ressources naturelles disponibles de manière plus productive, moyennant des interventions de petite dimension; iii) réserver les démonstrations aux ménages qui vivent en deçà du seuil de pauvreté. Pour atteindre ces objectifs, le projet utilisera notamment les outils suivants: le diagnostic rural participatif pour établir une cartographie de la pauvreté, l'identification d'activités auto-ciblées, et les campagnes intensives de sensibilisation.

Le projet vise à créer des organisations prises en main par les communautés en commençant par l'échelon du village puis en passant aux niveaux supérieurs, et transférer progressivement la responsabilité et la gestion du projet à ces institutions, après les avoir convenablement préparées à cette tâche.

Activités du projet dont bénéficiera le groupe cible. Le projet adoptera une stratégie associant l'analyse infra-sectorielle et le développement des services aux entreprises, afin d'identifier et de développer les moyens d'existence comme les microentreprises. De nombreuses démonstrations des différents moyens d'existence envisageables permettront aux participants de choisir en connaissance de cause ceux qui correspondent le mieux à leurs ressources, leurs compétences et leurs aspirations. Le projet investira largement dans les dispositifs d'appui aux moyens d'existence, en se donnant comme objectif d'obtenir une aide financière non négligeable des institutions financières. Ces établissements proposeront des crédits permettant aux groupes d'entraide de créer des microentreprises, ainsi que des petites entreprises assurant l'intégration amont et aval de ces microentreprises. Dans le cadre du projet, il sera également proposé une assistance dans les domaines suivants: i) permettre aux communautés et aux organisations qui les appuient d'accéder à l'autonomie et de renforcer leurs capacités; ii) améliorer et développer des moyens d'existence diversifiés autour de l'agriculture biologique/itinérante, l'élevage, la pêche, l'économie forestière (notamment les produits forestiers non ligneux, les plantes médicinales et aromatiques, l'agroforesterie et d'autres produits naturels), les activités pertinentes d'aménagement des sols et de gestion de l'eau, et diverses autres possibilités d'activités non agricoles comme l'écotourisme, avant de mettre en place des mécanismes d'intégration amont, aval et horizontale; iii) développer les dispositifs d'appui aux moyens de subsistance, grâce à la création d'une société de capital-risque à vocation sociale ainsi qu'à l'implantation de services financiers en milieu rural et d'autres services de développement économique facilitant l'intégration amont et aval à l'ensemble de l'économie; et enfin iv) mettre au point des stratégies et des mesures susceptibles de réduire la charge de travail des femmes, et faire la démonstration de l'utilisation de techniques permettant d'y parvenir.

Participation des bénéficiaires. En pleine conformité avec le cadre stratégique du FIDA, le projet a pour objectif de renforcer les moyens d'action des populations pauvres, en renforçant les institutions

locales, et en élevant les revenus du groupe cible grâce à l'introduction d'une stratégie novatrice de développement de la microentreprise. Il permettra de proposer aux plus pauvres un éventail de moyens de subsistance leur permettant de choisir ceux qui correspondent le mieux à leurs besoins et leurs compétences, ainsi qu'aux ressources dont ils disposent. En règle générale, le projet adoptera une démarche souple, évolutive et soucieuse de répondre à la demande, afin de permettre aux premiers intéressés de déterminer le contenu, le calendrier et le rythme des activités du projet, ainsi que l'ordre dans lequel elles se dérouleront. Ainsi, la conception du projet sera réexaminée et améliorée à la lumière des enseignements tirés. Un dispositif de planification participative et d'évaluation continue des processus facilitera la mise en œuvre de cette démarche.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE DE L'INDE
POUR LE
PROJET D'AMÉLIORATION DES MOYENS D'EXISTENCE DANS L'HIMALAYA

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République de l'Inde d'un montant de 27,90 millions de DTS (équivalant approximativement à 39,92 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du Projet d'amélioration des moyens d'existence dans l'Himalaya. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets en tant qu'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL
ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. Avec un territoire de 3,29 millions de km² et une population qui dépassait en 2001 le milliard d'habitants, l'Inde est le septième État au monde par la superficie et le deuxième par la population. Environ 73% des habitants vivent dans les zones rurales, et tirent l'essentiel de leurs moyens d'existence de l'agriculture. Seules 55% des terres sont considérées comme arables, chaque hectare cultivable nourrissant quatre à sept personnes. Au fil des ans, la croissance annuelle moyenne de la population ralentit, mais elle reste proche de 1,94%. Le taux de croissance de l'économie a culminé à 6,7% entre 1993 et 1997, avant de se stabiliser aux alentours de 5,5% entre 1998 et 2002. Les taux d'investissement et d'épargne tournent autour de 22 à 25% ces derniers temps, avec une tendance au creusement des déficits du secteur public et à la progression des excédents du secteur privé. Au cours des dernières décennies, l'Inde a accompli des progrès importants sur le plan du développement, tant économique que humain. Toutefois, comme elle partait de très bas, elle ne s'est classée que 127^{ème} sur 175 pays d'après l'indice de développement humain de 2001, et son revenu national brut par habitant se situe toujours à 460 USD, ce qui est peu.

2. Bien que sa part dans le produit intérieur brut (PIB) diminue régulièrement, l'agriculture apporte encore 25% du PIB, et reste le facteur déterminant s'agissant des conditions de vie des pauvres. Conscient de cette importance, le Gouvernement de l'Inde a fait du développement agricole un secteur éminemment prioritaire. Grâce à cette action, la production de céréales vivrières dépasse aujourd'hui 200 millions de tonnes, et le pays maintenant exporte des quantités modestes. L'augmentation des superficies irriguées, associée à l'utilisation accrue d'intrants, a permis la progression de la production vivrière. Toutefois, il est possible que cette évolution soit compromise à terme. Pour l'instant, les deux tiers des superficies cultivées ne sont pas irrigués; ils font vivre 40% de la population, et assurent 44% de la production vivrière totale. Les zones non irriguées sont handicapées par une pluviométrie faible et capricieuse, et un environnement de plus en plus dégradé. L'augmentation de la population rurale se traduit par une diminution constante de la taille des exploitations. À longue échéance, la solution de ce problème exige notamment une mutation

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

structurelle de l'économie, caractérisée par le transfert d'une part importante de la main-d'œuvre vers des secteurs autres que l'agriculture.

B. Les enseignements tirés de l'expérience du FIDA

3. Depuis 1979, le FIDA a financé 17 projets en Inde, pour un montant total de 425 millions de USD². Les cinq premiers appuyaient des opérations de développement de l'irrigation de grande ampleur mais, après 1987, le FIDA a adopté une nouvelle stratégie privilégiant les besoins des groupes de population les plus fragiles. Les précédents projets montrent qu'au-delà du développement économique, le renforcement du pouvoir d'action des pauvres, qui passe par leur organisation, joue un rôle décisif. De façon générale, les femmes ont fait preuve d'une volonté et d'une capacité remarquables de prise en main de la gestion du développement. L'insuffisance de l'accès aux ressources financières et du soutien apporté au développement de la microentreprise entrave sérieusement l'amélioration de la situation des pauvres. L'expérience montre en outre que la participation et l'autonomisation réelles et durables des communautés villageoises passent par une formation poussée à la fois de la population elle-même et des facilitateurs. Parallèlement, il convient de mettre en œuvre des stratégies d'autonomie, et il est important d'écouter les gens, de prendre en compte les connaissances des autochtones et d'adapter les techniques traditionnelles. Enfin, il s'est avéré possible d'obtenir à l'échelon local des évolutions facilitant l'accès des pauvres aux ressources.

C. La stratégie de collaboration du FIDA avec l'Inde

4. **La politique de lutte contre la pauvreté de l'Inde.** La pauvreté, dont l'incidence tournait autour de 53% dans le quart de siècle qui a suivi l'indépendance, a ensuite amorcé un recul. Il ressort de l'estimation la plus récente (1999-2000), qui n'a pas été réalisée sur des bases strictement comparables, que 27% des ménages vivent en dessous du seuil officiel de pauvreté. Comme la population n'a cessé d'augmenter, le nombre de pauvres en Inde n'a pas diminué de manière significative en valeur absolue. Même selon le tableau optimiste dressé pour l'année 1999-2000, plus de 260 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, parmi lesquelles les trois quarts, soit plus de 193 millions, habitent des zones rurales. L'incidence de la pauvreté rurale est extrêmement variable d'un État à l'autre et, au sein d'un même État, entre les différents groupes ethniques et les différentes catégories socioprofessionnelles, ainsi qu'entre les hommes et les femmes. Dans l'ensemble, le taux de pauvreté est plus élevé dans les États du Nord et de l'Est, et parmi les castes et tribus répertoriées. Globalement, les États obtiennent des résultats très différents en matière de croissance économique et de recul de la pauvreté. La progression des inégalités entre les régions constitue donc un sujet de préoccupation.

5. Au cours des dernières décennies, l'Inde a consacré 6 à 7% de ses dépenses budgétaires, soit 1% du PIB, à des programmes ciblés de lutte contre la pauvreté, l'essentiel des fonds se répartissant entre les subventions alimentaires (55%), les prêts bonifiés à la création d'actifs (33%) et les plans de création d'emplois en milieu rural (5%). Le gouvernement a récemment remodelé ses programmes de lutte contre la pauvreté, et préfère désormais passer par les groupes d'entraide (GDE) locaux pour assurer l'assistance. Il prévoit également de donner un plus grand rôle aux institutions locales autonomes dans l'exécution, la sélection des bénéficiaires et le suivi. Il reconnaît par ailleurs le rôle décisif de médiation joué par les organisations non gouvernementales (ONG) dans le cadre d'une approche du développement authentiquement participative.

6. **Les activités de lutte contre la pauvreté des autres principaux donateurs.** Représentant 18% environ du budget du développement, l'aide publique au développement (APD) est proportionnellement moins importante en Inde qu'ailleurs. Cependant, sa contribution exceptionnellement élevée aux investissements dans le secteur social et le caractère novateur de ses

² Voir l'appendice II.

apports contribuent à en faire un catalyseur du développement. En données brutes, les annonces d'aide bilatérale ou multilatérale atteignent 4,2 milliards de USD par an environ depuis 1996-1997, et leur utilisation avoisine 3,3 milliards de USD en moyenne. Le Groupe de la Banque mondiale, qui arrive en tête par le volume de l'aide, a ces dernières années orienté ses interventions vers le secteur social, en particulier l'éducation, la santé et la réduction de la pauvreté. L'agriculture bénéficie encore d'une large part de l'aide, et les programmes de lutte contre la pauvreté s'intensifient.

7. **La stratégie du FIDA en Inde.** Compte tenu de l'ampleur de la tâche à accomplir en Inde sur le plan du développement, la stratégie adoptée par le FIDA privilégie l'identification de créneaux propices à la mise au point d'approches innovantes permettant d'apporter une contribution significative à l'effort global de développement. Le système politique et social relativement ouvert de l'Inde, la protection des minorités et des groupes défavorisés garantie par la Constitution, et le grand nombre d'ONG et d'autres partenaires de la société civile qu'on y trouve sont autant d'éléments qui font de ce pays un cadre suffisamment diversifié propice à la participation authentique des bénéficiaires, au développement d'institutions locales et, en fin de compte, à l'autonomisation des catégories marginalisées que sont les populations tribales, les castes répertoriées, les paysans sans terre et les autres minorités. Dans ce contexte, la stratégie de prêts du Fonds en faveur de l'Inde prévoit: i) de concentrer les investissements sur un certain nombre de "niches"; s'ils donnent de bons résultats, ceux-ci sont susceptibles d'être reproduits à plus grande échelle par le gouvernement et/ou les autres donateurs; ii) de favoriser l'autonomie des pauvres en tirant parti des possibilités ouvertes par l'action engagée pour développer les compétences des instances locales; iii) d'intégrer les GDE aux institutions locales autonomes, afin de dégager des synergies favorables entre progrès économique, renforcement des moyens d'action et développement social et institutionnel; iv) de donner la priorité au développement des régions pratiquant l'agriculture pluviale; et enfin v) de chercher à atteindre les populations rurales, en privilégiant tout particulièrement les castes et tribus répertoriées ainsi que les femmes.

8. **Les raisons d'être du projet** Comme tous les habitats de montagne, la partie orientale et la partie occidentale de l'Himalaya indien partagent, à des degrés divers, les caractéristiques suivantes: difficultés d'accès, fragilité, marginalité, diversité et créneaux. Les populations de ces régions, conscientes de disposer de ressources naturelles limitées, dépendent d'une agriculture stable, bien qu'essentiellement axée sur la subsistance. Elles tirent le meilleur parti des possibilités qui s'offrent à elles dans le cadre d'activités combinées d'exploitation de la terre associant culture, élevage et économie forestière. Par ailleurs, il est fréquent qu'elles pratiquent le recyclage des ressources et leur mise en commun. Pour surmonter le handicap que constitue la modicité des ressources, les populations les ont améliorées (en construisant des terrasses par exemple), ont eu recours à des ressources peu coûteuses renouvelées sur place, et ont associé les pratiques combinant utilisation intensive et extensive de l'espace. Elles se sont procuré des éléments introuvables sur place grâce au troc et, plus récemment, grâce aux fonds envoyés par les migrants. Au fil des ans, toutefois, cet équilibre a été gravement perturbé, et le système de quasi-autarcie s'est écroulé. Deux causes permettent d'expliquer cet effondrement: d'abord, la pression démographique a conduit à mettre en culture des surfaces de plus en plus importantes de zones marginales et de terres forestières, compromettant la viabilité du système d'exploitation agricole à base de cultures vivrières; ensuite, l'amélioration des communications a fait connaître aux gens des modes de vie radicalement différents, ce qui a suscité des aspirations. Ces évolutions ont entraîné un effritement de la viabilité à long terme des systèmes de survie ancestraux et une aggravation de la pauvreté, accompagnés d'une dégradation des ressources naturelles, notamment les sols et les forêts.

9. Dans l'ensemble, par rapport à l'état initial des terres, la situation des zones de montagne s'est détériorée ce qui, au niveau technologique actuel, limite la croissance et le développement. Quoi qu'il en soit, le potentiel de croissance économique n'est pas épuisé. Les possibilités de favoriser la croissance économique et de faire reculer la pauvreté tout en préservant les ressources naturelles, ne sont pas négligeables. Les gouvernements des États qui composent la zone du projet se montrent

disposés à créer des conditions propices: i) ils soutiennent les innovations en matière de gestion de projet et la fourniture de services d'appui à l'amélioration des moyens d'existence; ii) ils encouragent la participation authentique des communautés villageoises et leur implication à toutes les étapes; et iii) ils reconnaissent l'importance du rôle de médiation que jouent les ONG. Surtout, les populations elles-mêmes sont prêtes, et attendent avec impatience une réorientation de l'aide au développement. Le développement de la tradition de coopération, dans le cadre du réseau de GDE, notamment parmi les femmes, constitue un point de départ solide à partir duquel il est possible de lancer des initiatives innovantes. Le niveau d'alphabétisation élevé laisse espérer l'adoption rapide des méthodes plus efficaces et des techniques adaptées qui conditionnent le développement durable des moyens d'existence.

DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET

A. Zone du projet, groupe cible et stratégie de promotion de l'égalité hommes-femmes

10. Le projet qui fait l'objet de la présente proposition concernera les États de Meghalaya et de l'Uttaranchal; il sera mis en œuvre dans les blocs les plus sous-développés et reculés de cinq districts de chacun de ces deux États: i) dans l'État de Meghalaya, les districts de Garo Hills Est, Garo Hills Sud, Jaintia Hills, Khasi Hills Est, et Ribhoi; et ii) dans l'État de l'Uttaranchal, les districts d'Almora, Bageshwar, Chamoli, Tehri Garhwal et Uttarkashi. Au total, à son achèvement, le projet concernera, selon les estimations, 72 000 ménages habitant 1 730 villages.

11. Compte tenu des écarts économiques qui existent dans les deux États, auxquels s'ajoute le problème des importantes disparités sociales dans l'Uttaranchal, il importe que le projet identifie les plus pauvres et définisse ses priorités d'action de manière à les privilégier. Toutefois, il convient par ailleurs d'adopter une stratégie de ciblage qui ne perturbe pas outre mesure le tissu social. Compte tenu de ce double impératif, les groupes retenus pour participer au projet sont ceux qui se situent au-dessous du seuil de pauvreté ou juste au-dessus. Dans ce cadre général, le projet cherchera à atteindre les ménages les plus pauvres par les moyens suivants: i) sélectionner les blocs et les villages dans lesquels l'incidence de la pauvreté et la proportion de castes et tribus répertoriées sont plus élevées qu'ailleurs; ii) apporter une assistance intégrée en améliorant la productivité de l'utilisation des ressources naturelles disponibles, dans le cadre d'interventions appropriées d'envergure limitée, reposant sur des technologies abordables, dans les domaines de l'agriculture, l'élevage, l'horticulture et les ressources en eau; et iii) réserver les démonstrations aux ménages qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté, ce qui exigera de différencier les degrés d'assistance entre les plus pauvres et les moins démunis. Parmi les outils utilisés pour atteindre ce but figurent les opérations de diagnostic rural participatif permettant de cerner la pauvreté, l'identification d'activités auto-ciblées et les programmes intensifs de sensibilisation.

12. Dans le Meghalaya, près de 86% de la population appartient à des tribus, et la pauvreté sévit dans les ménages qui continuent à dépendre dans une large mesure du *jhum* (culture itinérante), et sont confrontés à une marginalisation progressive en raison du déclin constant des rendements de la culture *jhum*. La société est presque exclusivement matrilineaire, et les femmes du Meghalaya ne souffrent pas des mêmes difficultés que les autres indiennes (par exemple, en rapport avec les dots); cependant, l'analphabétisme, les séparations, les divorces, les mères célibataires, les mariages précoces et l'alcoolisme masculin existent bel et bien. Dans l'Uttaranchal, les castes répertoriées ont moins accès que les autres aux terres et aux fonds envoyés par les migrants, et la situation de la femme est moins bonne que dans le Meghalaya, notamment sur le plan de la répartition des tâches entre les hommes et les femmes. Dans ce contexte, l'introduction de technologies autochtones et de technologies mécaniques permettant de gagner en efficacité et d'alléger la charge de travail des femmes constituera un élément important de la stratégie de promotion de l'égalité hommes-femmes suivie par le projet. Il exercera également une influence favorable sur la répartition des tâches entre

les hommes et les femmes grâce à la sensibilisation des hommes. En outre, le projet mettra à profit l'examen de la faisabilité des entreprises pour introduire la prise en compte de la problématique hommes-femmes et mettre au point des stratégies palliatives. Pour que cette démarche prenne toute sa mesure, on veillera à ce que: i) les femmes soient bien représentées au sein des différentes unités de gestion du projet, ONG et institutions locales; ii) tous les partenaires du projet bénéficient lors de la phase initiale d'une formation intensive afin de leur faire prendre conscience de la problématique hommes-femmes; et iii) les enjeux de la problématique hommes-femmes fassent partie intégrante de l'ensemble des aspects touchant au développement des capacités économiques et institutionnelles.

B. Objectifs et portée du projet

13. Le premier objectif du projet consiste à améliorer durablement les moyens d'existence des groupes vulnérables en favorisant la diversification des possibilités dans ce domaine et en renforçant les institutions locales intéressées au développement des moyens d'existence³. Il poursuit les objectifs spécifiques suivants: i) promouvoir une approche plus fine de la conception et de l'exécution des interventions de développement; ii) améliorer l'aptitude des pauvres des régions concernées à choisir des moyens de subsistance adaptés, à accéder aux ressources financières indispensables et à gérer les nouvelles technologies et les nouvelles institutions à l'échelon du village; iii) augmenter les revenus moyennant des systèmes de culture générateurs de revenus plus durables et la création de microentreprises et de petites entreprises non agricoles; et iv) mettre en place des systèmes de financement des facteurs de production et de l'entretien des actifs et des ressources, l'accent étant mis sur le microfinancement, l'épargne et les économies, ainsi que les produits de micro-assurance et l'accès aux services de développement économique permettant d'intégrer les activités génératrices de moyens de subsistance à l'échelle des ménages au fonctionnement général de l'économie.

C. Les composantes du projet

14. Puisque le projet adoptera une démarche souple, évolutive et soucieuse de répondre à la demande, et qu'il réagira aux occasions de développer des microentreprises au fur et à mesure qu'elles se manifesteront, les composantes et leur dosage ont une valeur strictement indicative. Sous cette réserve, les composantes du projet proposé se répartissent entre le renforcement des moyens d'action et des capacités des communautés villageoises et des organisations qui les appuient, l'amélioration et le développement des moyens d'existence, le développement des dispositifs d'appui aux moyens d'existence, et la gestion de projet. La stratégie de renforcement institutionnel adoptée par le projet vise à créer des organisations prises en main par les communautés en commençant par l'échelon du village puis en passant aux niveaux supérieurs, et transférer progressivement la responsabilité et la gestion du projet à ces institutions, après les avoir convenablement préparées à cette tâche.

15. **Activités pré-projet.** Pendant une période de six mois, les personnels centraux de l'unité de gestion du projet (UGP) de chaque État, et des différentes unités de gestion à l'échelon du district (UGD) seront sélectionnés et suivront des séances intensives d'initiation aux concepts du projet, avant de commencer à s'acquitter de leurs fonctions.

16. **Renforcement des moyens d'action et des capacités des communautés villageoises et des organisations qui les appuient.** Cette composante a pour objectif premier la construction d'organisations à assise communautaire (OAC) capables d'opérer des choix éclairés et de planifier et gérer des activités génératrices de moyens de subsistance sur le mode de la microentreprise⁴. À cette fin, le projet adoptera la méthode des GDE pour mobiliser les groupes. Parallèlement, il sensibilisera les chefs traditionnels et les institutions du *panchayati raj* à l'importance qui doit être accordée à la microentreprise et à l'orientation de réponse à la demande, ainsi qu'à la nécessité de préparer la

³ Voir l'appendice III.

⁴ Voir l'appendice VI.

communauté villageoise à l'adoption d'une approche économique de l'amélioration des moyens d'existence. Des conseillers seront choisis au sein de la communauté villageoise par l'intermédiaire des OAC; leur rôle sera de fournir aux villages des services dans les domaines suivants: formation des GDE, tenue de comptabilité et vérification des comptes, élevage, plantes médicinales et aromatiques (PMA) et produits forestier non ligneux (PFNL). Ces personnes assureront également d'autres fonctions, notamment remplir les formulaires dans le cadre des relations avec les banques, obtenir l'aide des services ministériels, aider les groupements de producteurs à chiffrer leurs coûts d'activité, rassembler des informations sur les marchés et aider au développement de l'élevage.

17. **Amélioration et développement des moyens d'existence.** Dans le cadre du volet agricole, l'agriculture biologique et les interventions concernant le *jhum* s'appuieront sur la prise de conscience qui se répand, notamment parmi les femmes, que l'agriculture de subsistance se caractérise par une forte intensité de main-d'oeuvre, pour un rendement du travail très faible. Le projet sera donc axé sur les activités agricoles à moindre intensité de main-d'œuvre offrant des possibilités de gains plus importantes. Il encouragera la spécialisation dans l'agriculture biologique chaque fois que cela sera réalisable d'un point de vue économique. Enfin, il s'attaquera aux problèmes auxquels les *jhumias* (paysans pratiquant la culture itinérante) sont confrontés en matière de sources de revenus et de sécurité alimentaire, moyennant l'incorporation d'un certain nombre de pratiques aux trois composantes des systèmes de culture itinérante: i) pour la phase de culture *jhum*, amélioration des rendements des rizières d'altitude, diversification des cultures et introduction de cultures commerciales; ii) pour la phase de jachère *jhum* et d'exploitation forestière, arbres à usage multiple, PFNL, bambous et PMA; et iii) pour la ferme familiale *jhum*, cultures commerciales, légumes (piments par exemple), porcs, volaille et apiculture notamment.

18. Les deux États disposent d'atouts pour développer l'horticulture, puisqu'ils jouissent de conditions climatiques favorables. Le projet proposé prévoit d'intervenir à chaque maillon de la chaîne de l'offre (culture, conservation, transformation et commercialisation), afin d'améliorer les moyens de subsistance du groupe cible. Parallèlement, il mettra l'accent sur les moyens d'existence fondés sur l'élevage, qui sont susceptibles d'avoir un impact non négligeable sur un nombre important de ménages. Les premières démonstrations pilotes prépareront le terrain au développement complet de ce sous-secteur, notamment i) l'intégration amont avec l'élevage pour la reproduction et les couvoirs, la production d'aliments pour animaux, et les soins vétérinaires; ii) l'intégration horizontale avec la constitution de groupements et de coopératives d'exploitation de microlaiteries, de porcheries et de poulaillers; et iii) l'intégration d'aval vers le développement des produits et la commercialisation.

19. Dans le cadre de la composante forestière dans l'Uttaranchal, les démonstrations concerneront notamment les domaines suivants: sylviculture, agroforesterie, production fourragère, pépinières, culture et transformation du *ringal* (type de bambou), élevage du ver à soie *tasar* (type de soie), etc. Dans le Meghalaya, on procédera à des démonstrations dans les domaines suivants: exploitation agrosylvicole, fourrage arbustif, sylviculture, pépinières, PMA, bambous et autres PFNL. Dès le départ, des mesures de protection et/ou de gestion des sols et de l'eau seront incorporées, afin de permettre aux communautés villageoises d'améliorer leurs activités basées sur l'agriculture. Dans le Meghalaya, les interventions porteront notamment sur la micro-irrigation, l'irrigation par gravité, les techniques de collecte des eaux et le remembrement. Dans l'Uttaranchal, un bélier hydraulique est également prévu.

20. Par ailleurs, le projet encouragera la création d'entreprises expérimentales dans le cadre du volet consacré à l'écotourisme, trois activités étant prévues: éco-gîtes, centres d'interprétation, et location et exploitation de gîtes forestiers, l'idée étant de développer des infrastructures d'écotourisme dans certaines zones. Les autres créneaux qui semblent prometteurs dans le domaine de la création d'entreprises sont les combustibles de remplacement, les transports ruraux et le papier artisanal.

21. Les activités susceptibles de développer les moyens de subsistance proposées ont toutes besoin de débouchés commerciaux. Dans le Meghalaya, le potentiel de progression des revenus tirés de l'agriculture et des activités connexes est considérable, compte tenu des conditions agro-climatiques favorables dont jouit cet État et de la proximité du Bangladesh, qui rend les exportations plus faciles. Plutôt que d'adopter une stratégie de promotion globale, le projet encouragera des cultures spécifiques et d'autres activités connexes particulièrement avantageuses. Quant à l'Uttaranchal, il dispose d'un bon potentiel d'accès au marché de la capitale nationale.

22. Le volet consacré à l'étude des mesures à préconiser et au plaidoyer cherchera à élargir l'éventail des possibilités de développement qui s'offrent à la région himalayenne. À cette fin seront financées des études permettant de disposer de données de meilleure qualité pour la planification, de réunir les connaissances utiles aux activités pilotes menées dans le domaine du régime foncier, et de mieux cerner les facteurs juridiques, administratifs, biophysiques et socioéconomiques qui influencent les décisions des *jhumias*⁵. De même, dans le cas de l'Uttaranchal, outre le financement de la rémunération d'un responsable des plans de développement spécialiste des zones reculées, chargé d'encadrer le processus de mise au point de la stratégie, le projet financera quatre études indispensables. Dans les domaines de l'information, de l'éducation et de la communication, les activités du projet seront principalement axées sur la mise au point de supports de communication destinés au groupe cible du projet et aux représentants qu'il aura élus, aux institutions du *panchayati raj* et aux autres prescripteurs d'opinions présents à différents niveaux de la communauté.

23. **Les dispositifs d'appui aux moyens de subsistance.** Près des deux tiers des investissements du projet vont à des dispositifs d'appui aux moyens de subsistance qui permettront d'obtenir des financements importants auprès d'institutions financières indiennes. La stratégie du projet tient compte de ce qu'il convient non seulement de veiller à favoriser les activités génératrices de revenus à l'échelon local, mais également de prendre en compte les facteurs d'intégration amont, aval et horizontale et de les développer. Une stratégie associant analyses infra-sectorielles et services de développement économique permettra de réaliser cet objectif, toutes les activités étant axées sur le développement de la microentreprise⁶.

24. Dans le cadre exposé ci-dessus, le projet proposera des services financiers en milieu rural principalement en faisant appel aux GDE⁷. Cela passe par le renforcement des capacités i) du personnel des ONG participant au projet et des responsables de groupes; ii) des membres des GDE, concernant tous les aspects de la gestion financière; et iii) des banques, en ce qui concerne les liens qu'elles sont appelées à tisser avec les GDE. Dans l'Uttaranchal, la banque coopérative d'État encadrera la formation des GDE, notamment par le canal de ses caisses rurales. Le projet fournira également, par l'intermédiaire d'une société de capital-risque à vocation sociale (SCRS) dotée de larges moyens pour promouvoir le développement des entreprises, des fonds propres ou des quasi fonds propres à des coopératives (COPAM) et des personnes souhaitant créer des entreprises en rapport avec l'intégration d'amont ou d'aval. Les institutions financières désireuses d'apporter une assistance financière à ces entreprises pourront disposer de capitaux et de services de développement économique. Dans le Meghalaya, certains propriétaires absenteïstes recherchent des solutions de gestion à long terme de leur patrimoine foncier, et quelques exemples de remembrement informel des terres sont apparus. La création d'une banque des terres pilote facilitera cette expérimentation.

25. **Gestion du projet.** À ce titre, le projet financera i) les dépenses de fonctionnement des UGP et des UGD; ii) les frais de formation du personnel; iii) les ateliers d'orientation et d'évaluation annuelle, notamment ceux destinés aux partenaires; iv) la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation (S&E) comportant notamment la constitution d'une base documentaire relative au

⁵ Voir l'appendice IV.

⁶ Voir l'appendice VII.

⁷ Voir l'appendice VIII.

déroulement du projet; et v) la mise au point de techniques de communication adaptées tenant compte des langues et des coutumes locales.

D. Coûts et financement

26. Le coût total du programme s'élève à 84,29 millions de USD sur une période de huit ans (tableau 1), le Meghalaya recevant 36,4 millions de USD et l'Uttaranchal 47,9 millions de USD. Sur ce total, 84% environ iront à l'amélioration et au développement des moyens de subsistance et aux dispositifs d'appui aux moyens d'existence, et 10% environ au renforcement des capacités à l'échelon de base.

27. Selon le plan de financement proposé, le FIDA apportera environ 48% du coût total du projet, les bénéficiaires 11%, les institutions financières 28% et les gouvernements des États 14% (tableau 2). Le FIDA s'est mis en rapport avec plusieurs organismes bilatéraux et multilatéraux (notamment le Programme alimentaire mondial, l'Agence des États-Unis pour le développement international et l'Agence allemande de coopération technique), en vue d'une éventuelle participation au financement, et il est tout à fait possible qu'une coopération se mette en place une fois le projet approuvé. Si tel était le cas, cet arrangement ne relèverait pas d'un plan de cofinancement, et ce sont les gouvernements des États qui en assureraient la coordination et la gestion, par l'intermédiaire de leurs deux sociétés de développement rural (SDR), après consultation avec le Gouvernement indien et avec son accord. La souplesse de conception du projet autorise l'intégration d'éventuels compléments de financement apportés par d'autres organismes; ces compléments pourraient venir en remplacement du prêt du FIDA, ou en permettre la réaffectation.

28. Dans le cadre de ce projet, le prêt du FIDA permettra par ailleurs de financer rétroactivement un certain nombre d'activités préparatoires qui ont démarré au 1^{er} octobre 2003, dont le coût est estimé à 800 000 USD, soit environ 300 000 USD pour le Meghalaya et 500 000 USD pour l'Uttaranchal.

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Activités pré-projet	216	-	216		
B. Renforcement des moyens d'action et des capacités des communautés villageoises et des organisations qui les appuient					
Autonomisation des communautés	4 753	11	4 763		6
Frais des ONG	2 547	10	2 558	-	3
Interventions visant à réduire la charge de travail des femmes	433	-	433	-	1
Total partiel	7 733	21	7 754	-	10
C. Amélioration et développement des moyens de subsistance					
Agriculture	2 189	-	2 189	-	3
Horticulture	3 140	-	3 140	-	4
Sols et ressources en eau	3 178	28	3 206	1	4
Développement de l'élevage	3 195	49	3 244	2	4
Développement forestier	5 668	-	5 668	-	7
Écotourisme	446	25	471	5	1
Total partiel	17 816	102	17 917	1	23
D. Systèmes d'appui aux moyens de subsistance					
Développement de l'entrepreneuriat	2 501	73	2 573	3	3
Financement rural	32 603	-	32 603	-	41
Appui aux services de financement rural	1 299	8	1 308	1	2
Société de capital-risque à vocation sociale	7 970	151	8 121	2	10
Études sur les politiques et plaidoyer	423	-	423	-	1
Fonds de levier	2 864	-	2 864	-	4
Total partiel	47 660	232	47 892	-	61
E. Gestion du projet	5 158	96	5 254	2	7
Total des coûts de base	78 582	452	79 033	1	100
Provisions pour aléas d'exécution	1 205	0	1 206	-	2
Provisions pour aléas financiers	4 008	39	4 047	1	5
Total des coûts du projet	83 795	491	84 286	1	107

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composante	FIDA		Institutions financières		Gouvernements des États		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Activités pré-projet	216	100,0	-	-	-	-	-	-	216	0,3	-	216	-
B. Renforcement des moyens d'action et des capacités des communautés villageoises et des organisations qui les appuient													
Autonomisation des communautés	4 437	82,4	-	-	949	17,6	-	-	5 386	6,4	1	5 072	303
Frais des ONG	2 149	73,3	-	-	783	26,7	-	-	2 932	3,5	11	2 763	158
Interventions visant à réduire la charge de travail des femmes	409	81,8	-	-	91	18,2	-	-	499	0,6	-	460	40
Total partiel	6 995	79,3	-	-	1 823	20,7	-	-	8 818	10,5	22	8 295	501
C. Amélioration et développement des moyens de subsistance													
Agriculture	1 927	78,0	-	-	544	22,0	-	-	2 471	2,9	-	2 252	219
Horticulture	2 679	75,5	-	-	867	24,5	-	-	3 546	4,2	-	3 212	334
Sols et ressources en eau	2 537	67,8	-	-	929	24,8	278	7,4	3 744	4,4	31	3 345	368
Développement de l'élevage	2 992	80,6	-	-	721	19,4	-	-	3 713	4,4	55	3 333	326
Développement forestier	5 312	83,0	-	-	1 085	17,0	-	-	6 397	7,6	-	5 881	516
Écotourisme	398	76,2	-	-	125	23,8	-	-	523	0,6	27	439	57
Total partiel	15 844	77,7	-	-	4 271	20,9	278	1,4	20 393	24,2	113	18 462	1 819
D. Systèmes d'appui aux moyens de subsistance													
Développement de l'entrepreneuriat	2 208	77,7	-	-	635	22,3	-	-	2 843	3,4	80	2 287	477
Financement rural	-	-	23 396	71,8	-	-	9 207	28,2	32 603	38,7	-	32 603	-
Appui aux services de financement rural	1 192	87,2	48	3,5	127	9,3	-	-	1 367	1,6	9	1 271	87
Société de capital-risque à vocation sociale	5 943	66,9	-	-	2 941	33,1	-	-	8 884	10,5	163	7 276	1 444
Études sur les politiques et plaidoyer	413	90,0	-	-	46	10,0	-	-	459	0,5	-	413	46
Fonds de levier	2 971	100,0	-	-	-	-	-	-	2 971	3,5	-	2 971	-
Total partiel	12 727	25,9	23 443	47,7	3 749	7,6	9 207	18,7	49 127	58,3	252	46 820	2 054
E. Gestion du projet	4 137	72,2	-	-	1 594	27,8	-	-	5 732	6,8	103	4 800	828
Total des décaissements	39 920	47,4	23 443	27,8	11 438	13,6	9 485	11,3	84 286	100,0	491	78 593	5 202

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

29. Tous les marchés de biens et services financés par le prêt seront passés conformément aux directives du FIDA. Les dispositions relatives à la passation des marchés en vigueur dans les États intéressés satisfont aux exigences du Fonds. Les travaux seront tous d'ampleur limitée et seront exécutés par les groupes d'entraide ou d'activité. S'agissant des véhicules et du matériel de bureau, l'UGP passera les marchés par voie d'appels à la concurrence nationale ou de consultation de fournisseurs locaux, comme prévu en cas d'utilisation de fonds octroyés par le gouvernement de l'État. Les contrats signés entre les UGP ou les UGD et les ONG préciseront les procédures de passation des marchés que ces dernières doivent adopter, qui seront conformes aux directives du FIDA en la matière, ainsi qu'aux dispositions de l'accord de prêt. Les achats directs seront autorisés pour les biens et services d'une valeur inférieure à 10 000 USD; les procédures de consultation de fournisseurs locaux s'appliqueront aux marchés de biens et de services d'un montant compris entre 10 000 USD et 25 000 USD; et celles d'appel à la concurrence locale seront employées pour les marchés d'un montant supérieur à 25 000 USD. L'UGP communiquera au FIDA pour examen préalable et approbation, sous couvert des gouvernements des États, copie des lettres de mission et de tous les dossiers d'appel d'offres concernant les services de consultants.

30. Le prêt proposé du FIDA, d'un montant de 39,92 millions de USD, sera décaissé sur une période de huit ans. Chacune des institutions concernées tiendra des registres et des comptes distincts pour les dépenses afférentes au projet. L'UGD sera chargée de consolider les comptes à l'échelon du district et de les transmettre à l'UGP pertinente. L'UGP et la SCRS présenteront au FIDA, sous une forme jugée acceptable, des rapports financiers semestriels et annuels dans un délai de trois mois après la fin de la période concernée. Un expert comptable qualifié vérifiera chaque année les comptes de l'UGP, des UGD et de la SCRS, et le vérificateur général des comptes de l'Inde sera habilité à les vérifier, conformément à la réglementation de l'État. Le FIDA recevra, dans les six mois suivant la clôture de l'exercice financier, des copies certifiées des rapports de vérification et des états financiers, y compris de l'opinion du commissaire aux comptes concernant les états des dépenses. Les ONG et les autres prestataires de service sous contrat présenteront des justificatifs certifiés dont la forme et le contenu auront l'agrément des Sociétés de développement rural (SDR).

F. Organisation et gestion

31. Le ministère des affaires économiques à l'échelon central, le ministère du développement rural de l'État de l'Uttaranchal et le ministère de la planification de l'État du Meghalaya constitueront l'armature du projet⁸. Compte tenu du rôle dévolu au gouvernement central pour le développement du Nord-Est, le ministère chargé de la région Nord-Est examinera et contrôlera le déroulement du projet dans le Meghalaya. Le projet sera doté d'un dispositif de gestion à trois niveaux: i) au premier échelon, les institutions de base comprenant notamment les groupes d'entraide, les groupes d'activité et les *van panchayats* (conseils forestiers), etc.; ii) à l'échelon intermédiaire, les UGD; et iii) au sommet de la pyramide, les UGP. La SCRS sera elle aussi dotée d'un échelon supérieur et d'un échelon intermédiaire, au service des institutions de base. Pour chaque État, à l'échelon supérieur, une institution/organisation non gouvernementale spécialisée (I/ONGS) sera chargée de choisir et de former des institutions/organisations non gouvernementales de médiation (I/ONGM), lesquelles seront chargées de mobiliser les groupes d'entraide et les autres institutions locales et d'en renforcer les capacités. Elles auront également pour mission d'aider les institutions locales à mettre au point les activités relevant de l'économie sociale.

32. **Les sociétés de développement rural.** Dans le cadre du projet, une SDR sera mise en place dans chaque État sous forme de société autonome dotée d'une antenne dans chacun des districts. Le secrétaire principal, le sous-secrétaire principal et les secrétaires des ministères de tutelle concernés en

⁸ Voir l'appendice V.

seront les membres fondateurs. Par la suite, le Conseil d'administration sera élargi aux commissaires de district et aux représentants des *zilla parishads* (institutions du *Panchayati raj* à l'échelon du district), des institutions financières, des instituts de recherche sur les zones de montagne et des ONG. Des mécanismes permettant de remettre le rôle décisionnel entre les mains des dirigeants des fédérations de groupes d'entraide seront mis en place au fur et à mesure de l'avancée de l'exécution du projet. Sous l'égide de chaque SDR seront créées une UGP à l'échelon de direction et une UGD dans chacun des districts concernés par le projet. Ces structures sont administrativement rattachées à la SDR. L'UGP constitue l'organe central du projet dans chaque État, et elle assume la responsabilité globale de son exécution. Avec le concours du FIDA, le Conseil d'administration de la SDR nommera à sa tête un directeur de projet qui sera secondé par une équipe d'encadrement restreinte.

33. **La Société de capital-risque à vocation sociale.** Une fois les groupes d'entraide mobilisés, la SCRS facilitera les activités concourant à atteindre les objectifs de croissance économique. Elle constituera le principal vecteur de l'exécution du projet. Les deux États en seront actionnaires aux côtés du secteur privé, mais on s'efforcera progressivement d'obtenir le concours des institutions financières.

34. **Institutions/ONG spécialisées et médiatrices, et organisations de base.** Le projet s'assurera les services d'une I/ONGS spécialisée par État; son rôle sera d'aider à la sélection, au renforcement des capacités et à l'encadrement des I/ONGM chargées de l'exécution des activités de terrain ayant trait à la mobilisation des GDE et au programme de liaison entre ces derniers et les banques. S'agissant du renforcement des capacités, les GDE et les *van panchayats* seront les cellules de base. La mobilisation des GDE permettra de jeter les bases de l'exécution des autres activités dans le domaine de l'épargne et du crédit, ainsi que des démonstrations. Lorsque le projet entrera dans la phase de création d'entreprises, des groupes d'activité seront constitués autour des démonstrations réussies. Leurs membres pourront entreprendre des activités à titre individuel, ou constituer une société ou une COPAM afin d'entreprendre des activités collectives qui ne sont pas réalisables par un seul ménage. Il est prévu que les GDE se fédéreront à l'échelle du bloc.

35. **Coordination.** À l'échelle de l'État, le ministère responsable du dossier mettra en place un comité de pilotage présidé par le secrétaire principal, dont seront membres permanents les secrétaires chargés des finances, de la forêt, de l'agriculture et de l'industrie, tandis que le secrétaire au développement rural assurera le secrétariat. Ce comité se réunira au moins deux fois par an pour faire le point sur l'état d'avancement global du projet et étudier la nécessité de recommander au gouvernement de l'État des modifications radicales de ses orientations. À l'échelon du district, un comité de coordination, présidé par le receveur/commissaire adjoint du district, sera chargé de coordonner le projet et d'en faciliter l'exécution.

36. **Suivi et évaluation.** Le suivi et l'évaluation du projet concerneront les apports, les produits et l'impact. La conception du système informatique de gestion sera confiée à un organisme spécialiste du S&E. Une démarche de S&E participative sera privilégiée afin d'aider les communautés villageoises à observer les progrès qu'elles ont accomplis, à évaluer la performance et à cerner les difficultés d'exécution. Des consultants qualifiés seront engagés pour effectuer périodiquement des évaluations de l'impact, des études thématiques et diagnostiques et des enquêtes nutritionnelles, ainsi qu'une surveillance de l'environnement. Un examen à mi-parcours sera réalisé vers la fin de la troisième année de mise en œuvre du projet afin de déterminer si celui-ci est prêt à entrer dans sa seconde phase et de proposer les éventuelles réorientations des activités et modifications à apporter à la conception du projet ou à ses modalités d'exécution. La SDR présentera au FIDA un rapport d'achèvement dans un délai de six mois suivant la date de clôture du projet.

G. Justification économique

37. Puisque le projet est conçu pour être évolutif, à ce stade il est difficile d'établir la répartition définitive des activités. Il ressort d'une évaluation réalisée à titre indicatif qu'environ 72 000 ménages habitant 1 730 villages bénéficieront directement d'une augmentation substantielle de leurs revenus, et, par conséquent, d'une sécurité économique accrue. Les OAC (GDE, *van panchayats* et groupes d'activité notamment) auront développé leurs capacités à prendre en charge leur propre destinée et pris de l'assurance dans leurs relations avec les structures de développement extérieures. Il ressort de la modélisation des activités des ménages que ceux-ci, malgré la situation de pauvreté dans laquelle ils se trouvent, disposent de ressources et de capacités suffisantes pour réussir à augmenter nettement leurs revenus agricoles. Les ménages paysans qui suivront durablement les recommandations du projet contribueront à augmenter la production agricole (tant les récoltes que les produits animaux). Cette évolution induira un accroissement de la demande d'intrants agricoles. Les ménages qui auront recours aux services de développement d'entreprises et au crédit durant la période d'investissement du projet parviendront à élever durablement la production agricole à l'exploitation.

38. En faisant en sorte que les femmes prennent une part active au fonctionnement des institutions locales, le projet leur permettra de s'insérer dans la vie publique de leur village et de mieux faire entendre leur voix dans les affaires intéressant la communauté villageoise. Pour obtenir ce résultat, on s'efforcera de veiller à ce que les femmes participent activement aux institutions de base, tant à titre individuel que collectivement. Par ailleurs, la sécurité alimentaire des ménages sera améliorée. Les programmes d'épargne et de crédit des GDE aideront les ménages à s'affranchir de l'exploitation. Le crédit aux entreprises, accompagné de services de développement d'entreprises, donnera un coup d'accélérateur à la transition des ménages de l'agriculture de subsistance à la microentreprise.

39. Au total, le taux de rentabilité interne économique du projet s'établit à 27% sur une période de 20 ans. Par ailleurs, l'analyse de sensibilité réalisée dans l'hypothèse d'un certain nombre de conditions défavorables donne un projet robuste et économiquement viable.

H. Risques

40. Les principaux écueils ont trait à des dysfonctionnements du processus de développement. D'abord, il est possible que la mentalité d'assisté des plus pauvres leur rende l'accès à l'autonomie difficile. Ensuite, la démarche de renforcement des capacités des institutions locales adoptée par le projet pourrait être compromise, si les programmes gouvernementaux accordaient des crédits aux GDE sans renforcement suffisant de leurs capacités, constitue un risque. Par ailleurs, un risque est attaché à la capacité des SDR et de la SCRS d'attirer un personnel compétent et motivé et de créer une véritable culture de travail. Enfin, l'identification et le recrutement d'ONG et d'institutions spécialisées compétentes attachées à développer l'autonomie des communautés villageoises plutôt qu'à recréer une autre forme de dépendance ne sont pas acquis.

I. Impact sur l'environnement

41. Le projet devrait être dépourvu d'impact défavorable sur l'environnement de la zone du projet; il aura au contraire une incidence positive grâce à la mise en oeuvre d'une approche respectueuse de l'environnement. Toutefois, le projet a été classé dans la catégorie B du FIDA, puisque la zone du projet englobe des secteurs protégés et des parcs nationaux. L'essentiel de l'impact bénéfique du projet sur l'environnement proviendra des améliorations apportées au système de culture *jhum*, de l'encouragement de techniques d'agriculture et d'apiculture biologiques, du reboisement lié à l'arboriculture et la plantation de fourrage arbustif, et de l'encouragement d'une utilisation durable des ressources en PFNL. De surcroît, dans le cadre du volet consacré à l'aménagement des sols et la gestion de l'eau, le projet encouragera l'adoption de solutions techniques adaptées, respectueuses de l'environnement et bénéfiques pour lui. Par ailleurs, le projet renforcera les capacités à l'échelon de

l'UGP et des UGD, moyennant la formation du personnel en matière de dépistage et de prise en compte des problèmes environnementaux.

J. Aspects novateurs

42. Le projet proposé présente différents aspects novateurs qui s'inscrivent bien dans la stratégie institutionnelle du FIDA. D'abord, il se propose de transférer les responsabilités aux communautés villageoises et de renforcer le rôle de leurs institutions dans la planification et la gestion des initiatives de développement. Non content de mettre en œuvre une approche participative de la planification et de l'exécution des programmes, il encouragera également l'autonomie. Ensuite, l'association des analyses infra-sectorielles et d'une stratégie de services aux entreprises constitue une innovation qui apportera une contribution significative au développement des moyens de subsistance. Troisièmement, le recours à une SCRS pour promouvoir l'investissement en faveur des microentreprises et leur intégration constitue une autre innovation, de même que la banque foncière, qui a pour objet de s'attaquer aux anomalies du système *jhum* et du régime foncier du Meghalaya. Enfin, la stratégie de sortie proposée est nouvelle, et pourrait porter en germe un effet bénéfique non négligeable, sur le plan de la durabilité des avantages générés par le projet une fois celui-ci achevé. Elle annonce peut-être également les prémises d'un nouveau modèle qui permettra aux bénéficiaires de participer et d'influer sur le fonctionnement d'institutions officielles qui jouent un rôle important pour eux.

TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

43. Un accord de prêt entre la République de l'Inde et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

44. La République de l'Inde est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

45. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

46. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République de l'Inde un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à vingt-sept millions neuf cent mille droits de tirage spéciaux (27 900 000 DTS) venant à échéance le 15 décembre 2043 ou avant cette date. Le prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 15 novembre 2003)

1. Les activités du projet seront exécutées dans les États de Meghalaya et de l'Uttaranchal (les "États"). Le Département du développement rural de l'Uttaranchal et le Département de la planification de Meghalaya assureront le suivi du projet. Le projet sera exécuté sur une période de huit ans et un examen à mi-parcours sera réalisé vers la fin de la troisième année.
2. Une société de développement rural (SDR), créée dans chaque État afin de servir d'organisme directeur du projet (ODP), assumera la responsabilité globale de l'exécution du projet dans l'État. Chaque SDR sera constituée conformément à la Loi sur l'enregistrement des associations de 1860, en tant qu'association à but non lucratif supervisée par un Conseil d'administration. Chaque SDR créera une unité de gestion du projet (UGP) qui sera chargée de l'exécution courante du projet.
3. Une société de capital-risque à vocation sociale (SCRS), régie par un Conseil d'administration, sera organisée dans chaque État conformément à la loi appropriée. Les SCRS seront également des vecteurs majeurs de l'exécution du projet.
4. Le projet recourra aux services d'organisations non gouvernementales (ONG) et autres prestataires de services compétents.
5. Le FIDA approuve l'octroi au Gouvernement d'un prêt dont le principal s'élève à vingt-sept millions neuf cent mille droits de tirage spéciaux (27 900 000 DTS) aux fins du financement du projet.
6. Le Gouvernement veillera à ce que chaque ODP et chacune des autres parties au projet assurent l'exécution du projet conformément aux objectifs et buts de celui-ci .
7. Le Gouvernement veillera à ce que les États et chaque partie au projet utilisent le montant du prêt pour financer exclusivement les dépenses autorisées par l'Accord de prêt et les Conditions générales. Sans limiter la généralité de ce qui précède, il est bien entendu que la politique du FIDA est la suivante: le montant du prêt ne doit pas être utilisé pour payer les taxes, y compris (mais pas seulement) les droits et taxes grevant l'importation, l'acquisition ou la fourniture de tous les biens, travaux de génie civil ou services, financés au titre du prêt.
8. L'UGP de chaque ODP ouvrira puis gèrera dans une banque agréée par le FIDA un compte courant libellé en roupies indiennes pour financer les opérations du projet ("compte de projet"). Chaque ODP s'efforcera de veiller à ce que le compte de projet soit protégé contre les demandes en compensation, les saisies ou saisies-arrêts, selon des modalités et des conditions proposées par l'UGP et approuvées par le FIDA. Le directeur du projet et le directeur financier seront pleinement autorisés à utiliser le compte de projet de chaque UGP.
9. a) Outre le montant du prêt, le Gouvernement mettra à la disposition des deux ODP et de chacune des autres parties au projet, aussi rapidement que nécessaire, les fonds, installations, services et autres ressources susceptibles d'être ponctuellement utiles pour exécuter le projet conformément à l'Accord de prêt.

b) Sans limiter la généralité du paragraphe a) ci-dessus, le Gouvernement veillera à ce que chaque État mette à la disposition de son ODP pendant toute la durée de l'exécution du projet des fonds de contrepartie, provenant de ses ressources propres, dont le montant total sera égal à

6,16 millions de USD, pour l'État de l'Uttaranchal, et à 5,03 millions de USD, pour l'État de Meghalaya, conformément à l'accord de projet.

10. a) Dans un délai de 90 jours après la date d'entrée en vigueur du prêt, chaque ODP désignera ou nommera, avec l'accord préalable du FIDA, le Contrôleur financier et Commissaire aux comptes général du Gouvernement – ou tout autre vérificateur des comptes indépendant sélectionné selon les procédures et les critères agréés par le FIDA – pour vérifier les comptes liés au projet de chaque exercice financier, et ce jusqu'à la date de clôture.

b) Chacun des ODP fera en sorte que la comptabilité et les rapports financiers relatifs au projet soient contrôlés pour chaque exercice financier par des vérificateurs indépendants, conformément aux normes internationales en la matière. En application de la section 9.03 des Conditions générales, outre le rapport d'audit sur les états financiers, le Contrôleur financier et Commissaire aux comptes général ou tout autre vérificateur des comptes émettront: i) une opinion sur les états des dépenses certifiés et le fonctionnement du compte spécial; et ii) une lettre de recommandations sur l'adéquation de la comptabilité et des systèmes de contrôle internes. Chaque ODP remettra les documents susmentionnés à l'État, au FIDA et à l'institution coopérante dans un délai de six mois après la clôture de chaque exercice financier. L'ODP soumettra au FIDA la réponse à la lettre de recommandations des vérificateurs des comptes dans un délai d'un mois après la réception de celle-ci.

11. Dans un délai de trois mois après la date d'entrée en vigueur du prêt, le Conseil d'administration de chaque SDR nommera un directeur de projet qualifié et expérimenté. Le directeur de projet ne sera nommé qu'après consultation préalable avec le FIDA. Pour assurer la continuité et la réussite du projet, l'objectif est de limiter à trois le nombre maximum de directeurs susceptibles de se succéder pendant la période d'exécution du projet. La durée du mandat du directeur de projet sera fonction du niveau de ses performances, tel que déterminé par le Conseil d'administration.

12. Chaque UGP établira - aussi rapidement que possible mais dans un délai maximal de six mois après la date d'entrée en vigueur du prêt - puis exploitera un système informatique de gestion approprié, pour être en mesure de suivre le projet en continu, conformément à la section 8.02 (Suivi de l'exécution d'un projet) des Conditions générales, sur la base d'indicateurs agréés par le Gouvernement et le FIDA.

13. a) Le projet sera suivi et évalué du point de vue des apports, des produits et de l'impact de toutes les parties au projet, y compris les groupes d'entraide et les ONG.

b) Le responsable de la problématique hommes-femmes, des ONG et des organisations à assise communautaire de l'UGP, et les bureaux à l'échelon du district effectueront des visites de supervision pour suivre les organisations communautaires et les ONG.

c) Un organisme ou des consultants spécialisés en suivi et évaluation établiront un système informatique de gestion sur l'Internet pour permettre à toutes les parties prenantes de suivre l'exécution du projet et de s'informer de ses résultats.

d) Chaque ODP fera réaliser des études et des évaluations d'impact pour suivre l'impact du projet sur les communautés participantes, et les performances des ONG et des SCRS.

14. Chaque État conclura un Accord de prêt subsidiaire (APS) avec l'ODP pertinente et remplira dûment toutes ses obligations au titre de l'APS et de l'accord de projet. Chaque État fera en sorte que l'ODP remplisse toutes ses obligations au titre de l'APS. L'État veillera à ce que chacune des autres parties au projet et les organismes chargés de l'exécution remplissent leurs obligations respectives,

telles que prévues dans le projet et les accords subsidiaires ou mémorandums d'accord respectifs, conformément à l'Accord de prêt du projet et tout autre document relatif au prêt, de manière à protéger les intérêts du Gouvernement et du FIDA et à atteindre les objectifs du prêt.

15. Le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte de prêt peut être suspendu, notamment lorsque l'un des faits suivants se produit:

- a) une quelconque autorité compétente a pris une mesure entraînant la dissolution de l'un ou des deux ODP ou la suspension de leurs opérations, ou une démarche ou procédure a été engagée pour la distribution de tout actif de l'un des deux ODP à ses créanciers;
- b) l'un des États ou l'un des ODP a manqué à l'une quelconque de ses obligations au titre de l'accord de projet; ou
- c) les recommandations et le plan d'action issus de l'examen à mi-parcours n'ont pas été exécutés à la satisfaction du FIDA dans les délais impartis à cet effet.

16. Le fait suivant est en outre spécifié comme pouvant entraîner l'annulation du droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte de prêt: l'examen à mi-parcours a recommandé de mettre fin au projet.

17. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables aux décaissements effectués au titre du prêt ou aux retraits de fonds:

- a) Aucune somme ne sera décaissée des comptes de prêt tant qu'un APS, acceptable par le FIDA tant en la forme que sur le fond, n'aura été signé par l'État et la SDR. De plus, aucun décaissement de fonds du prêt ne sera effectué en faveur de la Uttaranchal Cooperative Bank Limited (UCBL) tant que l'actif et le passif des banques coopératives privées n'auront été transférés à l'UCBL ou bien tant que l'UCBL n'aura obtenu le droit d'opérer à partir de la Reserve Bank of India (banque centrale indienne).
- b) Aucun décaissement ne sera effectué en faveur d'une quelconque ONG tant que cette dernière n'aura été dûment sélectionnée en fonction de critères agréés par le FIDA, et qu'elle n'aura signé un mémorandum d'accord, acceptable par le FIDA tant en la forme que sur le fond, avec l'ODP/l'unité de gestion à l'échelle du district/la SCRS.

18. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'Accord de prêt.

- a) le comité de pilotage du projet a été dûment établi;
- b) la SDR de Meghalaya et celle de l'Uttaranchal ont été dûment constituées et enregistrées conformément à la loi en vigueur, et en application de documents constitutifs acceptables par le FIDA tant en la forme que sur le fond;
- c) les directeurs de projet et les directeurs financiers de la SDR de Meghalaya et de celle de l'Uttaranchal ont été dûment nommés avec l'approbation du FIDA;
- d) le Gouvernement a dûment ouvert le compte spécial;
- e) la SDR de Meghalaya et celle de l'Uttaranchal ont dûment ouvert leurs comptes de projet respectifs;

- f) l'Accord de prêt a été dûment signé, et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes;
- g) l'accord de projet, acceptable par le FIDA tant en la forme que sur le fond, a été dûment conclu entre le FIDA et les États; et
- h) un avis juridique favorable émis par le Solliciteur général du Gouvernement, pour ce qui est des points énoncés dans la section 7.02 de l'Accord de prêt, et acceptable par le FIDA tant en la forme que sur le fond, a été remis au FIDA par le Gouvernement.

APPENDIX I

COUNTRY DATA
INDIA

Land area (km² thousand) 2001 1/	2 973	GNI per capita (USD) 2001 1/	460
Total population (million) 2001 1/	1 032.35	GDP per capita growth (annual %) 2000 1/	3.7
Population density (people per km²) 2001 1/	347	Inflation, consumer prices (annual %) 2001 1/	4
Local currency	Indian Rupee (INR)	Exchange rate: USD 1.00 =	INR 47.00
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1995-2001 1/	2	GDP (USD million) 2001 1/	477 342
Crude birth rate (per thousand people) 2001 1/	25	Average annual rate of growth of GDP 2/ 1981-1991	6
Crude death rate (per thousand people) 2001 1/	9	1991-2001	6
Infant mortality rate (per thousand live births) 2001 1/	67	Sectoral distribution of GDP 2001 1/	
Life expectancy at birth (years) 2000 1/	63	% agriculture	25
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	460.5	% industry	27
Poor as % of total rural population 1/	43.5	% manufacturing	16
Total labour force (million) 2001 1/	461.0	% services	48
Female labour force as % of total 2001 1/	32	Consumption 2001 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	13
School enrolment, primary (% gross) 2001 1/	102 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	66
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2001 1/	42	Gross domestic savings (as % of GDP)	21
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita, 1997 3/	2 836	Merchandise exports 2001 1/	43 611
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2001 1/	42	Merchandise imports 2001 1/	49 618
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2001 1/	47 a/	Balance of merchandise trade	-6 007
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2001 1/	5 a/	before official transfers 2001 1/	n/a
Physicians (per thousand people) 2001 3/	..	after official transfers 2001 1/	1 300
Population using improved water sources (%) 2000 3/	84	Foreign direct investment, net 2001 1/	3 300
Population with access to essential drugs (%) 1999 3/	0-49	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 3/	28	Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP) 2001 1/	-5 a/
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 2001 1/	17 a/
Food imports (% of merchandise imports) 2001 1/	5	Total external debt (USD million) 2000 1/	97 320
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2001 1/	1,034 a/	Present value of debt (as % of GNI) 2000 1/	14.3
Food production index (1989-91=100) 2001 1/	129	Total debt service (% of exports of goods and services) 2000 1/	11.7
Cereal yield (kg per ha) 2001 1/	2 318	Lending interest rate (%) 2001 1/	12
Land Use		Deposit interest rate (%) 2001 1/	n/a
Arable land as % of land area 1999 1/	54		
Forest area as % of total land area 2000 1/	22		
Irrigated land as % of cropland 1999 1/	35		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* CD Rom 2003

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2002

PREVIOUS IFAD FINANCING IN INDIA

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan Acronym	Currency	Approved Loan Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Bhima Command Area Development Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	18 Sep 79	14 Dec 79	31 Dec 85	L - I - 23 - IN	SDR	38 500 000	100%
Rajasthan Command Area Development and Settlement Project	IFAD	World Bank: IBRD	HC	19 Dec 79	03 Mar 80	31 Dec 88	L - I - 32 - IN	SDR	42 700 000	100%
Sundarban Development Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	03 Dec 80	04 Feb 81	30 Jun 89	L - I - 49 - IN	SDR	13 350 000	100%
Madhya Pradesh Medium Irrigation Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	17 Dec 81	17 Sep 82	31 Mar 88	L - I - 81 - IN	SDR	21 900 000	100%
Second Uttar Pradesh Public Tubewells Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	21 Apr 83	06 Oct 83	31 Mar 91	L - I - 124 - IN	SDR	27 280 000	100%
Orissa Tribal Development Project	IFAD	UNOPS	HC	03 Dec 87	27 May 88	31 Dec 97	L - I - 214 - IN	SDR	9 250 000	100%
Tamil Nadu Women's Development Project	IFAD	UNOPS	HC	26 Apr 89	26 Jan 90	31 Dec 98	L - I - 240 - IN	SDR	12 932 000	100%
Andhra Pradesh Tribal Development Project	IFAD	UNOPS	HC	04 Apr 91	27 Aug 91	31 Mar 99	L - I - 282 - IN	SDR	12 961 000	100%
Maharashtra Rural Credit Project	IFAD	UNOPS	HC	06 Apr 93	06 Jan 94	30 Sep 02	L - I - 325 - IN	SDR	18 971 000	100%
Andhra Pradesh Participatory Tribal Development Project	IFAD	UNOPS	HC	19 Apr 94	18 Aug 94	31 Mar 03	L - I - 349 - IN	SDR	18 950 000	100%
Mewat Area Development Project	IFAD	UNOPS	HC	12 Apr 95	07 Jul 95	30 Jun 05	L - I - 379 - IN	SDR	9 650 000	82%
Rural Women's Development and Empowerment Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	05 Dec 96	19 May 99	31 Dec 04	L - I - 439 - IN	SDR	8 000 000	45%
North Eastern Region Community Resource Management Project for Upland Areas	IFAD	UNOPS	HC	29 Apr 97	23 Feb 99	31 Dec 04	L - I - 444 - IN	SDR	16 550 000	14%
Jharkhand-Chhattisgarh Tribal Development Programme	IFAD	IFAD	HC	29 Apr 99	21 Jun 01	31 Dec 09	L - I - 506 - IN	SDR	16 950 000	5%
National Microfinance Support Programme	IFAD	UNOPS	HC	04 May 00	01 Apr 02	31 Dec 09	L - I - 538 - IN	SDR	16 350 000	12
Livelihood Security Project for Earthquake-Affected Rural Households in Gujarat	IFAD	UNOPS	HC	12 Sep 01	04 Nov 02	30 Jun 10	L - I - 568 - IN	SDR	11 650 000	6
Orissa Tribal Empowerment and Livelihoods Programme	IFAD	UNOPS	HC	23 Apr 02	15 Jul 03	30 Sept 13	L - I - 585 - IN	SDR	16 050 000	

Note: HC = highly concessional
IDA = International Development Association
UNOPS = United Nations Office for Project Services

LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
Objective			
Sustainable improvement in the livelihood opportunities of mountain people residing in the Indian Himalayan states of Meghalaya and Uttaranchal.	Replication of similar intervention methodology – investment projects with focus on microenterprise development with backward and forward linkages.	Investments by other donors to similar development projects.	
Purpose			
Sustainable, equitable and systematic approach to ensure improved livelihood opportunities of 29 300 poor households in Meghalaya and 42 700 poor households in Uttaranchal developed and implemented.	Improved income levels of participating households. Improved household food security of the participating households. Improved nutritional status of children under five.	Output to purpose review in the third project year and at the end of the project. External impact assessment studies using baseline (before and after) and comparative (with/without) data.	The holistic approach to microenterprise development using subsector/business service results in increased investment in the project area with effective credit delivery by formal financial institutions (FFIs) and primary agricultural institutions (PACs). The project is able to overcome the dependency mentality created by overreliance on subsidies in other development programmes.
Outputs			
1. Participatory community institutions established, operational and meeting the needs of poor households.	Number of SHGs/ <i>van panchayats</i> established/strengthened by the project: 1 955 in Meghalaya and 2 846 in Uttaranchal. Number of groups that have started savings and credit operation. Number of block offices that have become SHG federations.	Records kept by the groups. Regular monitoring and management information (MIS) system reports from PMUs, DMUs and NGOs.	SHG/ <i>van panchayat</i> mobilization processes are well thought out and efficiently implemented. NGOs use appropriate participatory processes for formation of SHGs/ <i>van panchayats</i> /SHG federations.
2. Empowerment and capacity-building of target population, especially women and other marginal groups such as landless and unemployed youth, enhancing their ability to plan and manage	Number of SHGs that have taken up social sector activities. Total amount mobilized by SHGs from other sources for social sector activities. Number of <i>van panchayats</i> that have formulated and implemented forest use plans. Number of technology demonstrations and their uptake to	Findings of regular monitoring, MIS and impact assessment surveys.	NGOs use appropriate participatory processes for community mobilization. Active participation of households in project activities realizing the

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
their own development effectively and sustainably.	reduce women's workloads.		potential of self-help activities vis-à-vis subsidy-driven delivery of services by other projects.
3. Effective savings and credit operation within SHGs and SHG/formal financial institution (FFI)/PAC linkage programme established.	Improved net worth of SHGs. Number of SHGs that have received seed capital and the amount of seed capital provided. Number of SHGs linked to banks – Number of SHGs receiving one/two/three/four cycle loans. Number of SHGs that have taken over payment to group promoters. Reduction in the dependence of target group on informal lending sector.	Records kept by the groups. Regular monitoring and MIS reports from PMUs, DMUs and NGOs Impact evaluation studies.	FFIs and PACs effectively respond to SHG credit needs.
4. Adoption of subsector/business services approach for identification and development of livelihoods as microenterprises. Business plan development by activity groups/companies/MACS for microenterprise development.	Number of subsectors, identified for development. Number and type of demonstrations designed and implemented. Number and type of successful demonstrations and number of activity groups formed. Number of individuals/groups accessing and investment flows into microenterprise sector from FFIs/PACs. Disbursement and recovery performance of FFIs/PACs.	Records kept by the activity groups. Regular monitoring and MIS reports from SVCC, FFIs/PACs. Impact evaluation studies.	SVCC staff receives adequate technical support to implement subsector/business services strategy. FFIs and PACs effectively respond to the microenterprise investment needs.
5. Business plan development for establishing enterprises required for providing backward and forward linkages to the microenterprise.	Number of companies/MACS/individuals obtaining loans for establishing forward and backward linkages. Type of activities for which loan has been obtained. Number of enterprises that have obtained equity/near-equity funding. Producer price comparison between project and non-project areas.	Regular monitoring and MIS reports from SVCC, FFIs/PACs. Impact evaluation studies.	FFIs and PACs effectively respond to enterprise (backward and forward) investment needs.
6. A land bank pilot initiative implemented in Meghalaya to assist resource-poor households in obtaining long-term tenurial rights.	Number of SHG/households leasing/purchasing land from landlords with the assistance of the Land Bank Committee. Number of households that have obtained long-term land allocation from Syiem/Nokma in respect of community-owned land. Number of SHG/households that have obtained loans and amount of loan obtained from SVCC for leasing/purchasing land from landlords. Investment levels in land-based activity.	Regular monitoring and MIS reports from SVCC and NGOs. Impact evaluation studies.	Traditional institutions participate in assisting the resource-poor households in gaining access to land.
7. Capacity-building of project stakeholders for effective project implementation.	Government: Timely flow of funds and support for policy changes. NGOs: Implementation capacity to solicit active participation of the community in developmental efforts,	Regular monitoring and MIS reports of PMUs, DMUs and NGOs. Supervision reports.	Willingness of stakeholders to participate actively in project implementation with focus on sustainability.

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
	<p>resource mobilization for implementing other development activities and phased transfer of control including costs to the SHGs.</p> <p>FFIs/PACs: Adoption of SHG methodology as a tool to enhance size of the quality loan portfolio, credit-deposit ratio and PAC profitability.</p>	Impact evaluation studies.	
8. Social venture capital company established and operating.	<p>Movement towards self-financing of operating costs – profitability of SVCC.</p> <p>Demand for business development services offered by SVCC.</p>	Annual audited reports of SVCC.	Demand for equity/near-equity investment opportunities with possible exit options and other business development services develops with project activities.
9. Policy issues that affect the livelihood systems identified, studied and result in policy modification.	<p>Land tenurial system in Meghalaya becomes farmer/tiller-friendly.</p> <p>Emergence of land consolidation plans for production enhancement in Uttaranchal.</p> <p>Emergence of sustainable management and uses of forests and forest lands.</p>	<p>Regular reports monitoring and MIS reports of PMUs, DMUs and NGOs.</p> <p>Periodic review of policy activities by oversight committees.</p>	The government is amenable to adopting policy changes.
10. Effective project management system established and operational.	<p>Management systems – administrative, financial and human resource policies prepared and implemented.</p> <p>Project implementation as per approved annual workplan and budget.</p> <p>Shift in operational modalities of rural development societies (RDSs) to those of a quasi-NGO with independent resource mobilization.</p> <p>Active community participation in the management of RDSs.</p> <p>A system of periodic reviews and mid-course corrections established.</p>	Regular documents/reports available for verification at various levels of project management.	
11. Project learning system developed and operational.	<p>M&E and learning systems documented and established.</p> <p>Meaningful lessons learned disseminated to stakeholders.</p> <p>Learning incorporated in project strategies and activities.</p>	Regular reports available for verification at various levels of project management.	

Activities
1.1 Identify and select RNGO/Is and FNGOs/Is. 1.2 Undertake training, exposure visits, other capacity-building exercises for partner NGOs. 1.3 Mobilize SHGs (existing and new)/ <i>van panchayats</i> and build capacity. 1.4 Develop SHG federations at the block level.
2.1 Develop capacity of SHGs and their federations for undertaking microplanning. 2.2 Build capacity of SHGs and their federations to source funding for social-sector activities and to implement microplans. 2.3 Identify and provide appropriate technology for reducing women's workloads. 2.4 Formulate and implement forest use plans.
3.1 Build capacity of SHGs to implement savings and credit programme training and exposure visits. 3.2 Evaluate the performance of SHGs. 3.3 Provide seed capital. 3.4 Establish linkage of SHGs with FFIs/PACs. 3.5 Facilitate the SHGs' obtaining block loans from FFIs/PACs. 3.6 Implement the exit strategy for NGOs.
4.1 Undertake subsector survey – identify and prioritize growth opportunities. 4.2 Design and implement pilot schemes that demonstrate various livelihood opportunities in different subsectors. 4.3 Expose participants to demonstrations through exposure visits, manuals and group discussions. 4.4 Develop activity groups around successful demonstrations. 4.5 Assist members of activity groups in implementing interventions with credit from FFIs/PACs.
5.1 Provide assistance for developing enterprises in backward and forward linkages. 5.2 Provide business development services. 5.3 Provide equity/near-equity support. 5.4 Establish linkage with FFIs/PACs for credit assistance.
6.1 Fine-tune the land bank pilot initiative methodology. 6.2 Establish land bank committee and build capacity. 6.3 Provide facilitation to the community/leaders to understand the importance of tenurial security to enhance investment in land-based activities. 6.4 Provide funding to obtain lease or to buy land.
7.1 Recruit and build capacity of staff. 7.2 Provide deliverables-based contract to implementing partners. Ensure smooth flow of funds to project activities. 7.3 Develop and implement an exit strategy for NGOs.
8.1 Establish SVCCs in both states.

Activities
8.2 Recruit and train staff in subsector business services approach to enterprise development. 8.3 Implement livelihood development activities of the project. 8.4 Develop instruments and mechanisms for providing equity/near-equity support to enterprise. 8.5 Provide business development services. 8.6 Review and revise SVCC model as needed.
9.1 Undertake policy discussions with both state governments. 9.2 Design a working plan for addressing policy issues. 9.3 Periodic review of progress in correcting policy anomalies.
10.1 Establish registered societies in both states to serve as PMUs; establish offices, recruit staff; establish working, financial and other procedures; MIS, human resource development. 10.2 Regular management meetings to plan, review, revise, etc. 10.3 Design and implement impact assessments, periodic monitoring reviews and evaluations of progress. 10.4 Mobilize funds from other sources to assist SHGs and NGOs in implementing social-sector activities. 10.5 Provide support to phased transfer of control of RDS to SHGs.
11.1 Establish M&E systems with appropriate feedback mechanisms to disseminate learning. 11.2 Establish strategy for involving project participants in contributing their experiences to project learning. 11.3 Conduct regular workshops with government, other donors and other interested development organizations. 11.4 Organize publication and dissemination of project learning.

APPENDIX IV

SUMMARY OF POLICY ISSUES AND FOLLOW-UP ACTION REQUIRED

Issue	Possible Action Required Prior to Project Start-Up	Possible Actions to Be Taken during Implementation
1. Land tenure in Meghalaya: insecurity of tenancy, absence of clear land records and titles, and anomalies in matrilineal inheritance significantly reduce the potential success of any livelihood activities based on land resources.	<ul style="list-style-type: none"> • Government of Meghalaya agrees to establish a broad-based working group that will propose effective, practical and lasting solutions to land tenure problems. • IFAD identifies technical assistance to assist the working group. 	<ul style="list-style-type: none"> • Relevant legislative and administrative action needs to be taken by the mid-term review (MTR) to implement solutions to tenure problems if the project is to continue into full implementation. • A land bank is established to assist in solving tenure problems.
2. Land management in Meghalaya: <i>jhum</i> (shifting cultivation), unregulated use and privatization of common lands and clan lands, and inequitable access to common property resources also significantly reduce the potential success of investment in land-based livelihood activities.	<ul style="list-style-type: none"> • Government of Meghalaya agrees to establish a broad-based working group that will propose solutions for the various land management issues including recognizing the potential sustainability of <i>jhum</i> and the need to halt unwarranted privatization of common property and clan lands. • IFAD identifies technical assistance to assist the working group. 	<ul style="list-style-type: none"> • Relevant legislative and administrative action needs to be taken by the MTR to implement solutions to land management problems. • <i>Jhum</i> experiments to strengthen the sustainability of the system and sustainably develop its potential for supporting other livelihood activities are implemented. • A land bank is established to assist in solving land management issues.
3. Land consolidation in Uttaranchal: fragmentation of land holdings reduces potential for introducing land-based livelihood activities.	<ul style="list-style-type: none"> • Government of Uttaranchal agrees to establish a working group to propose solutions for addressing land fragmentation issues that affect improving economic security of poor households. 	Experiments in consolidation of land holdings for enhancing livelihood opportunities are undertaken in target districts.
4. Forest management in Meghalaya.	<ul style="list-style-type: none"> • Government of Meghalaya agrees to the draft of the tripartite agreement between the Autonomous District Council (ADC), forest-land owners and the village communities. • Government of Meghalaya established a joint forest management programme in cooperation with traditional institutions (autonomous district councils and dorbars). 	Government of Meghalaya reviews the United Khasi-Jaintia Hills Autonomous Districts (Management and Control of Forests) Act, 1958 (especially section 4) and the Garo Hills District (Forest) Act, 1958 (section 3) to devolve day-to-day management control to the village forest committees and accommodate the interests of NTFP/MAP producer SHGs.
5. Forest management in Uttaranchal: confusion in contradictory and overlapping rules and regulations; overly bureaucratic procedures in preparing and approving microplans.	<ul style="list-style-type: none"> • Government of Uttaranchal amends the van panchayat rules 2001 to: • enable village communities to include reserve forest area with the permission of the Divisional Forestry Officer. • simplify microplanning process and procedure for sanction of microplans. 	<ul style="list-style-type: none"> • Government of Uttaranchal undertakes a comprehensive review of the Village Joint Forest Management Rules, 2001 and Van Panchayat Rules, 2001, and assesses the scope for formulating only one rule to cover both. The revised rules should allow: <ul style="list-style-type: none"> - inclusion of reserve forest area with the permission of the DFO. - access of CBOs to forest lands and their representation in the committees at the village level and above. - Participation of NGOs in facilitating community forestry management and

APPENDIX IV

Issue	Possible Action Required Prior to Project Start-Up	Possible Actions to Be Taken during Implementation
		<p>formulation of microplans to ensure equity.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Empowering village committees to hire/link with persons/institutions for technical advice - Village committees to formulate the microplan without waiting for DFO to write the comprehensive plan (<i>sanhat yojana</i>); village committees also empowered to give final approval of the annual plan according to the sanctioned microplan; Forestry Department to give technical support when required by village committees. - Flexibility in fund used for forest development, and reducing the share of <i>zilla panchayat</i> in the profits. - Local disposal of appeals.
<p>6. Trade in NTFPs and medicinal and aromatic plants: restrictive collection/harvesting regulations; difficulty in transit of NTFPs and MAPs; state monopoly in the trade of certain forest products and outdated, ineffective institutions reduce the viability of economically viable forest-based livelihoods.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Government of Uttaranchal reviews the ban on commercial harvest of ringal (Government of Uttar Pradesh order dated 28 June 1974) to allow harvesting in target areas. • Government of Uttaranchal reviews the list of banned medicinal plants to allow collection/harvesting of selected species in the project villages (e.g. Government of Uttar Pradesh order dated 30 May 1974). • Government of Uttaranchal reviews the procedure of allotment of firewood and pine resin to village-based rosin and turpentine units run by societies/cooperatives/associations. 	<ul style="list-style-type: none"> • State governments review the respective transit rules to: <ul style="list-style-type: none"> - In Uttaranchal: restrict the application of rules to specified categories of products. - In Meghalaya: provide a single window for grant of transit permit for outside the state. - Both states end rent-seeking behaviour by local government entities on the movement of forest products. • On harvesting/collection: <ul style="list-style-type: none"> - Governments of Meghalaya and Uttaranchal rationalize the ban on collecting certain MAPs and NTFPs including oak leaves for <i>tasar</i> silk rearing. - Government of Uttaranchal permits sustainable harvesting of ringal for commercial purposes by community-based groups. - Government of Uttaranchal permits rearing of oak <i>tasar</i> silk worms by community-based groups in reserve forests. - Government of Uttaranchal reviews the Uttar Pradesh Resin and Other Forest Produce (Regulation of Trade) Act, 1976 to allow decentralization of price fixation/allotment procedures and participation of natural resource management/SHG representatives on the advisory committee.

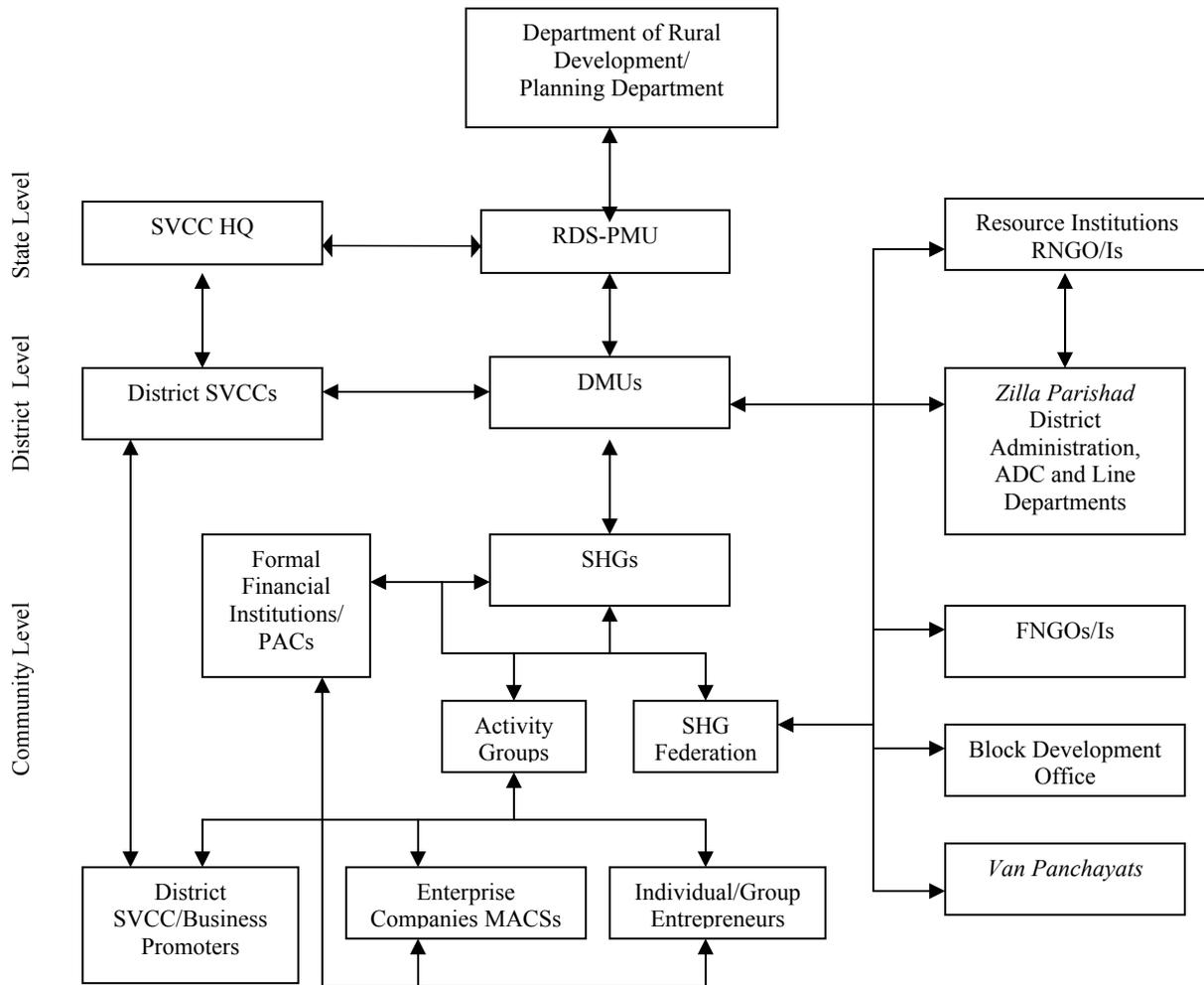
APPENDIX IV

Issue	Possible Action Required Prior to Project Start-Up	Possible Actions to Be Taken during Implementation
		<ul style="list-style-type: none"> - Government of Uttaranchal addresses the anomalies in the <i>Bheshaj Sanghs</i> (indigenous pharmaceutical firms) or dissolves them. - Government of Uttaranchal simplifies and modifies the Government Order of 26 May, 2001 pertaining to the registration procedure of prospective medicinal plant farmers to correct for overly bureaucratic and cumbersome procedures. - Both state governments need to distinguish community-based forest enterprises from big commercial industry for commercial regulation and restriction.
<p>7. Bifurcation of the State of Uttar Pradesh created the State of Uttaranchal. The division of the assets and liabilities of the Uttar Pradesh State Cooperative Bank (PCB) and transfer of assets and liabilities related to Uttaranchal to UCBL is not yet complete. Though Government of Uttaranchal has formed the Uttaranchal Cooperative Bank Limited as the state-level cooperative apex bank, the cooperative bank network in the state technically reports to PCB, and UCBL is unable to undertake banking activities.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • This anomaly will have to be rectified by dividing and transferring respective assets and liabilities to UCBL. Should this process be delayed, UCBL will have to obtain a license to operate from the Reserve Bank of India. This will be a condition for loan effectiveness. 	
<p>8. Delivery of services in Meghalaya: the situation is characterized by redundant institutions, lack of appreciation for traditional institutions and little cooperation among institutions.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Government of Meghalaya agrees to adopting a plan for capacity-building of ADCs and dorbars to make these traditional institutions more effective and responsive in delivering services to the public. 	<ul style="list-style-type: none"> • Review of progress in implementing capacity-building initiatives by MTR.
<p>9. Women's participation in village institutions.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Both states need to recognize that women's participation in village governance, even where legislatively mandated, is far from satisfactory and hinders economic advance of society as a whole. 	<ul style="list-style-type: none"> • Demonstrated efforts to enforce legislative mandates governing participation of women in local governance.
<p>10. Self-reliant cooperative act.</p>		<ul style="list-style-type: none"> • MACS Act has been adopted in Uttaranchal and needs to be adopted in Meghalaya before the MTR since it provides an important enabling legal environment for federations/ associations of grass-roots organizations.

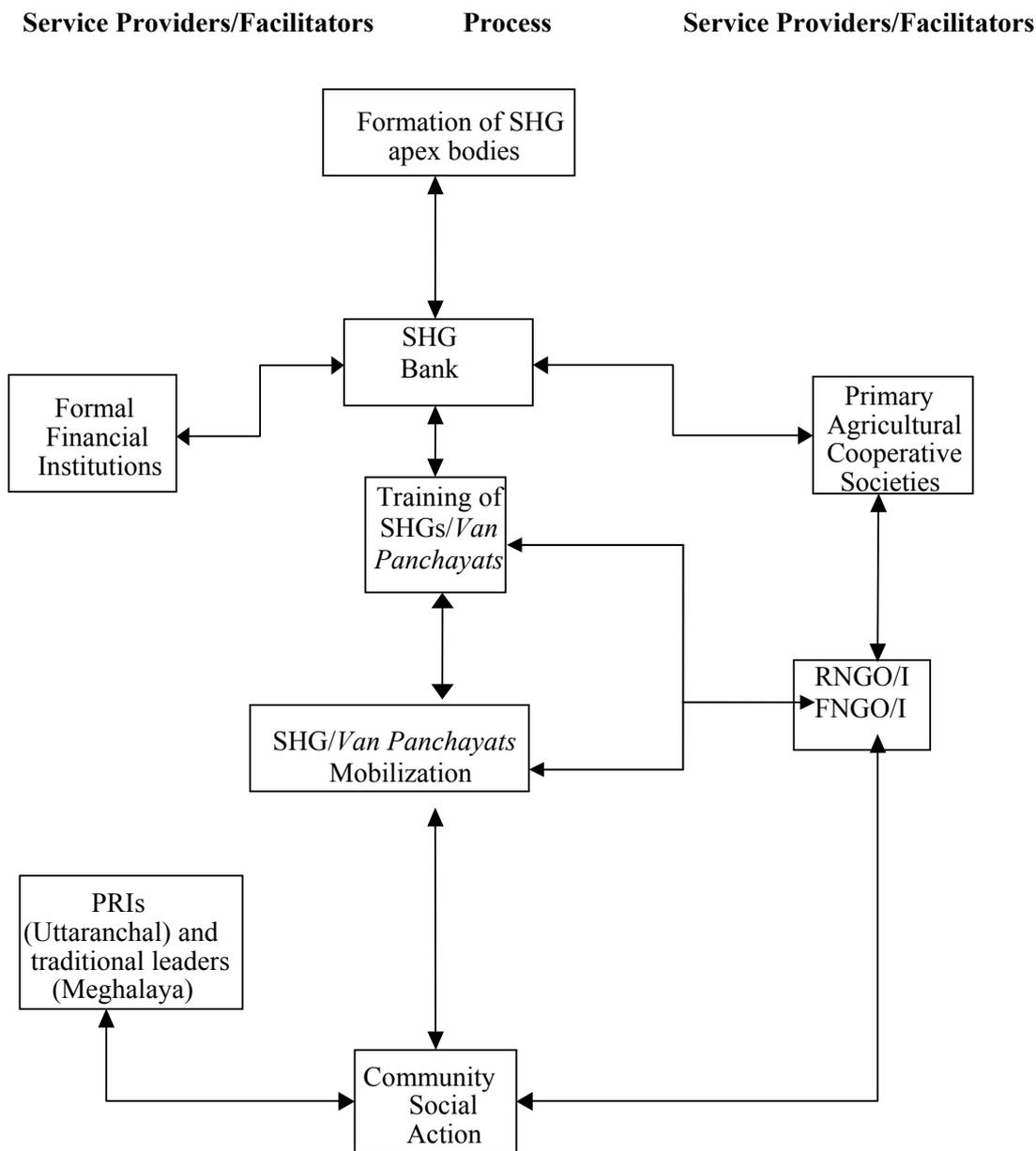
APPENDIX IV

Issue	Possible Action Required Prior to Project Start-Up	Possible Actions to Be Taken during Implementation
11. Crop insurance for agricultural and horticultural products.		<ul style="list-style-type: none"> • Governments of both states need to adopt the centrally sponsored crop insurance scheme, especially for crops other than wheat.
12. Organic production.		<ul style="list-style-type: none"> • State governments need to adopt legislative and administrative measures to promote organic cultivation of income-generating products effectively.

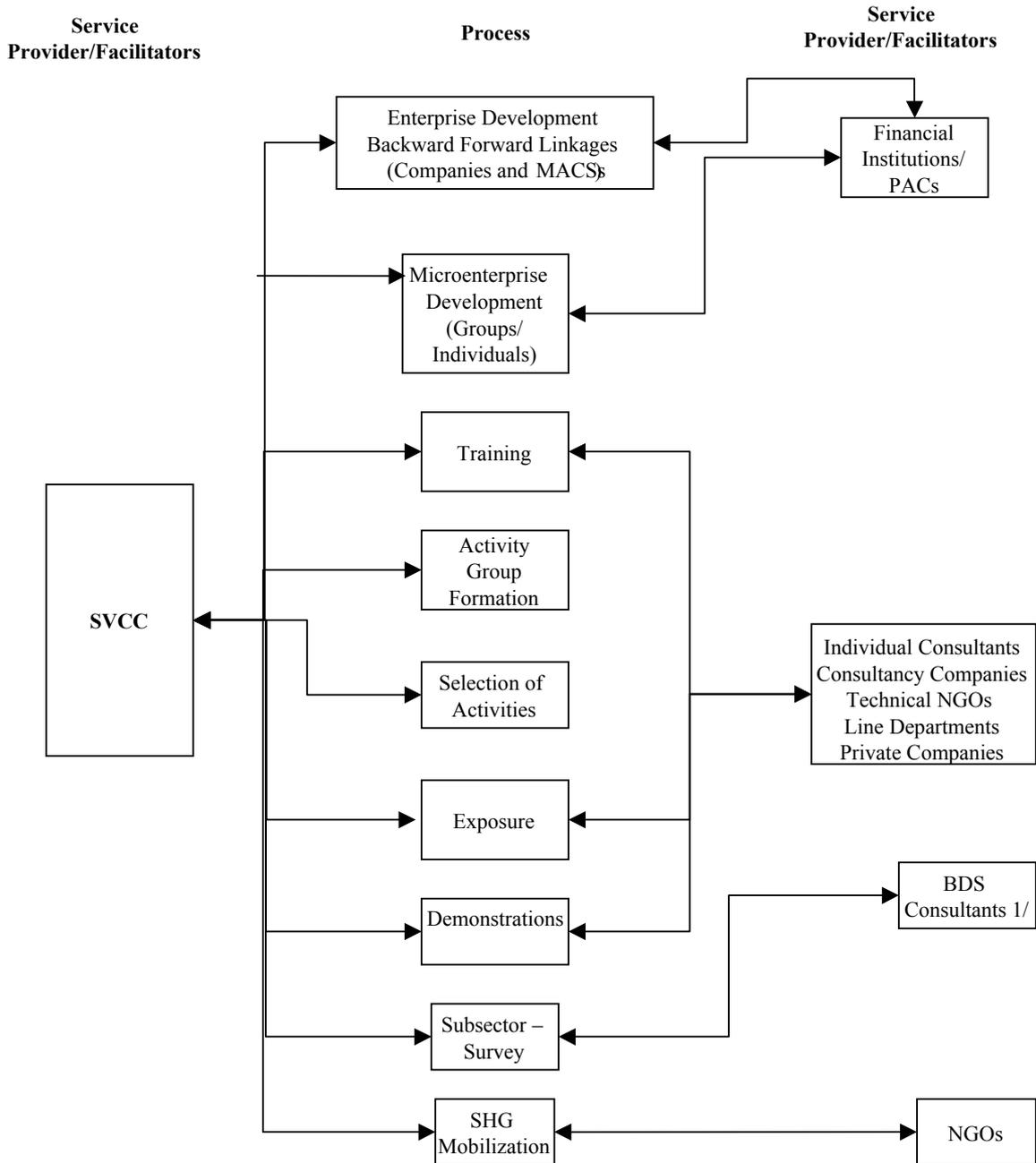
PROJECT MANAGEMENT CHART



PROCESS CHART –
COMMUNITY INSTITUTIONS DEVELOPMENT



PROCESS CHART – ENTERPRISE DEVELOPMENT



1/ Experienced in subsector survey using SBS Approach.

PROCESS CHART – FINANCIAL INTERMEDIATION

